

MICHEL de KERDOUR
Plus de 28 ans d'expérience
● Peintures et sculptures d'artistes canadiens et internationaux
● Expertise et évaluation
● Restauration, tableaux et cadres.
4, Place Québec 522-4341
À la porte du Hilton

LE SOLEIL

TÔLE ÉMAILLÉE
TOLBEC
1780, route de l'Aéroport, Ste-Foy
(418) 872-3738

SAMEDI 15 AVRIL 1989

QUÉBEC, 30^e ANNÉE, NO 106
134 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3 00\$
MONTREAL-ILES DE LA MADELAINE-GASPE RIVIERE-AU-RENAUD-PERCE-ABITIBI 1.40\$

1,25\$

LES ARTS

Fernand Leduc et la voie de la lumière

Le Musée du Québec propose, jusqu'au 28 mai, une exposition rétrospective consacrée au Québécois Fernand Leduc. Quand la peinture se fait lumière. **D-1**

LES DOSSIERS

Boris Eltsine un atout dans le jeu de Gorbatchev

Loin de lui être nuisible, l'élection le 26 mars de Boris Eltsine au Congrès des députés du peuple représente un atout considérable pour Gorbatchev. **B-7**

LA REGION

La cote de crédit de la Ville de Québec à la hausse

Le service de surveillance de la Société canadienne d'évaluation du crédit vient de hausser la cote de crédit des débentures de la Ville de Québec de BBB à A-. **A-3**

LE QUÉBEC

Bourassa déballa un plein sac de promesses électorales

Bourassa a déballé un plein sac de promesses électorales, hier, en dévoilant les 107 projets auxquels le gouvernement consacra \$92 millions, en Gaspésie. **A-6**

LE CANADA

Accusations de fraude contre le député Grisé

Des accusations de fraude et d'abus de confiance ont été déposées, hier, au palais de justice de Longueuil, contre le député conservateur de Chambly. **A-13**

L'ECONOMIE

Le taux d'inflation est demeuré à 4,6 % en mars

Les prix ont augmenté de 0,5 % en mars mais le taux d'inflation annuel est demeuré stable à 4,6 %, au même niveau qu'en février, a annoncé Statistique Canada. **B-1**

LE MONDE

Un ultimatum est adressé à la compagnie Exxon

Les responsables fédéraux et nationaux américains ont mis en demeure Exxon d'adopter des mesures adéquates de lutte contre le pétrole répandu en Alaska. **A-22**

L'EDITORIAL

Ayons Barbara McDougall bien à l'oeil

Le but poursuivi par la ministre est peut-être noble mais il ne fait qu'ajouter au fouillis dans lequel s'entremêlent assurance-chômage, aide sociale, etc. **B-10**

L'INDEX

Local et régional	A-3 à A-5
Le Québec	A-6 à A-9
Le Canada	A-10 à A-13
Le Monde	A-14 à A-22

Annonces classées C-8 à C-28 et E-10 et E-11	
Arts	D-1 à D-15
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-27
Carrières	F-5 à F-14
Décès	F-16 à F-17
Dossiers	B-7 à B-9
Économie	Cahier B
Feuilleton	E-10
Éditorial	B-10
Habitat	C-1 à C-7
Horoscope	C-27
Mots croisés	C-27
Mot mystère	C-27
Où aller à Québec	D-12
Patron	C-27
Tourisme	E-1 à E-7

LA MÉTÉO

Nuageux avec quelques averses. Max.: près de 8. Vents du sud de 30 à 50 km-h. Risque de précipitations: 70 %. Demain: plutôt nuageux. Averses en matinée. **S-16.**

Le Tigre revient à Québec

Après un exil de deux ans à New York, Michel Bergeron revient à Québec dans le rôle d'entraîneur des Nordiques. Il succède à Jean Perron qui a lui-même demandé au directeur général Martin Madden de le relever de ses fonctions.

par MAURICE DUMAS
LE SOLEIL

« Je pense sincèrement que Michel Bergeron est l'homme pour relancer notre équipe », a affirmé Martin Madden, le directeur général des Nordiques.

Même si l'information n'a pas été confirmée par les dirigeants du club québécois, Michel Bergeron a paraphé un contrat d'une durée de trois ans. Il occupera son nouveau poste à compter du 1er juillet. À ce moment-là, il n'aura plus aucune obligation envers les Rangers de New York.

Congédié le 1er avril par les Rangers, Michel Bergeron a reçu une prime de départ de cette équipe puisque son contrat était valide jusqu'en juin 1990. « C'est un grand honneur pour moi de revenir à Québec, a-t-il commenté, hier, lors d'une conférence de presse donnée à l'hôtel Loews Le Concorde. J'ai toujours eu les Nordiques dans le sang et mon amour pour les Québécois ne s'est jamais démenti. »

Avant de s'expatrier à New York, Michel Bergeron avait di-

rigé les Nordiques pendant sept ans. Sous son règne, les Fleurdelisés n'ont jamais raté les séries éliminatoires. Ils ont remporté un championnat de division et participé à la finale de la conférence Prince-de-Galles à deux reprises. « Je suis persuadé qu'on va revivre de bons moments », a ajouté l'entraîneur de 42 ans.

Constat d'échec

Jean Perron a constaté son échec derrière le banc des Nordiques et il a demandé à Martin Madden de le remplacer. « J'ai besoin d'un certain recul et je retourne dans les bureaux du deuxième étage », a-t-il précisé.

Il ne réintègre pas son ancien poste d'adjoint au directeur général. Il sera plutôt appelé à remplir des missions spéciales relatives au développement des joueurs.

« Mon adjoint n'a pas encore été nommé parce qu'il travaillera surtout dans le bureau, a expliqué Martin Madden. Un gars comme Jean Perron sera plus utile avec nos jeunes joueurs. »

Après trois ans à la barre du Canadien de Montréal, Jean



Le nouvel entraîneur des Nordiques affiche son plus large sourire.

Suite A-2, Tigre...

12 pages

Poddubny ne veut pas vivre avec monsieur Bergeron

S-3

Serge Savard voit d'un bon oeil le retour du Tigre

S-8

Bergeron ne croit pas que Michel Goulet soit fini

S-6

Casquette, lunettes et limousine pour le cacher

S-7

Pas de millions pour le patrimoine de Québec

La Ville de Québec n'aura pas avant bien longtemps les millions qu'elle réclamait pour prendre soin de son patrimoine.

par MARCEL COLLARD
LE SOLEIL

Quant au poste de commissaire à la capitale, son éventuelle création n'échappe pas au « chatouillement » des partenaires qui prennent un

Suite A-2, Paradis...

Le ministre Paradis et la Capitale



Le ministre Paradis croit que le temps aplanira les difficultés et que le rapport de la Commission Lapointe pourra être réalisé dans une proportion de 75 % au cours des prochaines années.

Enquête publique sur l'incendie aux bureaux d'Alliance Québec

MONTREAL (PC) — Le commissaire aux incendies, Me Cyrille Delage, a annoncé hier qu'il tiendra une enquête publique sur les circonstances entourant l'incendie des bureaux d'Alliance Québec, survenu à Montréal le 30 décembre.

« Cette enquête permettra de prendre connaissance de tous les faits relatifs à cet incendie, d'entendre les témoignages pertinents et enfin d'établir les différentes étapes suivies dans ce dossier par les responsables de la section des incendies criminels de la police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) de même que par les autres corps de police qui ont travaillé dans cette affaire », indique le communiqué transmis par le commissaire Delage.

La date et l'endroit des auditions publiques seront connues d'ici les prochains jours.

La direction d'Alliance Québec s'est refusée à tout commentaire à la suite de l'annonce de la nouvelle.

Aucune arrestation

La police de la CUM n'a fait aucune arrestation à la suite de son enquête à la suite du sinistre.

Rappelons que toute cette af-

Suite A-2, Enquête...

Le constat de Paul Gérin-Lajoie

Une grande déception, l'apprentissage du français

« Par l'école, nous sauverons les français », déclarait, en 1963, M. Paul Gérin-Lajoie, qui allait devenir, un an plus tard, le premier ministre de l'Éducation au Québec.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

Aujourd'hui, 25 ans après la création du ministère de l'Éducation, M. Gérin-Lajoie est bien obligé de se rendre à l'évidence : « Le produit de nos écoles, en ce qui concerne la langue française, est pitoyable », avoue-t-il, même s'il n'est pas prêt à jeter tout le blâme sur le système scolaire.

« Nous constatons les mêmes difficultés, en ce qui a

trait à la langue, aux États-Unis ou en Angleterre. C'est un problème de société. Nous vivons dans une société de laisser-aller, de facilité où la rigueur n'a pas beaucoup de place », constate-t-il.

Et, selon lui, c'est tout le climat social qui entoure l'élève qu'il faut changer. Cela touche autant l'enseignement donné dans les écoles que les médias écrits et électroniques.

Mais, pour cet ex-ministre

de l'Éducation, l'école a une grande responsabilité dans ce laisser-aller : « Il est évident qu'on devrait refuser tout diplôme à un élève qui ne réussit pas l'examen de français. Plusieurs établissements ne peuvent s'y résoudre à cause du cloisonnement des matières, mais moi, je refuserais, par exemple, le diplôme à un ingénieur qui ne maîtrise pas sa langue. »

Par ailleurs, M. Gérin-Lajoie constate que la réforme scolaire des 25 dernières années a conduit à une grande faiblesse de la formation générale des jeunes et à une re-

cherche trop agressive de la spécialisation.

Selon lui, l'idéal du rapport Parent n'a pas été atteint.

« On se rend malheureusement compte, dit-il, que sur le marché du travail, les jeunes qu'on accueille n'ont pas la formation générale leur permettant de travailler sur des concepts. »

Politique familiale

Si M. Gérin-Lajoie revenait en politique, que ferait-il ? Même s'il attache encore beaucoup d'importance aux questions d'éducation, au

Suite A-2, Gérin-Lajoie...

Une série de 3

ÉDUCATION: 25 ANS DE RÉFORMES 1.

Quels étaient les objectifs de la réforme scolaire au Québec, ont-ils été atteints, quels sont les enjeux pour l'avenir ? Notre reporter Vincent Cliche fait le tour de la question.

DÉPÔTS GARANTIS

11 3/4%
1 an Intérêt annuel

11 1/2%
2 ans Intérêt annuel

11 3/4%
15 mois Intérêt à l'échéance

PRÊT HYPOTHÉCAIRE

À partir de **12 1/2%**

BÉNÉFICES PLUS COMPTE ÉPARGNE-CHEQUES

Jusqu'à **11,17%**
100,000\$ et plus

ENRICHISSEZ VOS PLACEMENTS!

Québec, Place Fleur de Lys: 522-4618
Ste-Foy, Place de la Cité: 652-7000
Sillery, 1354, Maguire: 681-8282
Lévis, Les Galeries Chagnon: 833-4450

TVAUX SUIVETS À CONFIRMATION
TRUST GÉNÉRAL

Suites de la première page

Tigre...

Perron a été embauché, l'été dernier, pour agir comme adjoint au directeur général des Nordiques. Il est descendu derrière le banc, en décembre, lorsque Ron Lapointe a été terrassé par la maladie. Une expérience qui a tourné au vinaigre pour lui.

Quant à Ron Lapointe, un autre ex-entraîneur des Nordiques, ses futures fonctions n'ont pas encore été déterminées.

André Savard, le successeur de Michel Bergeron en 1987, oeuvre toujours dans l'organisation des Nordiques comme dépisteur.

André Savard, Ron Lapointe et Jean Perron ont donc défilé derrière le banc des Nordiques pendant l'absence de Michel Bergeron.

Autres textes dans le Tabloïd

Gérin-Lajoie...

point de proposer la création d'une nouvelle commission Parent, il est cependant conscient qu'il existe à l'heure actuelle un problème beaucoup plus urgent et préoccupant, soit tous les aspects touchant la politique familiale.

En effet, les réalités de la Commission Parent étaient fort différentes de celles qui nous préoccupent aujourd'hui : en 1960, le Québec devait se donner les moyens d'instruire les enfants du « baby boom » de l'après-guerre; aujourd'hui, il est plutôt question si le Québec va survivre ou disparaître.

« Dans un budget où on aurait de l'argent pour favoriser la famille, je mettrais tout l'argent sur l'ouverture de garderies », dit-il en précisant qu'il comprenait très bien le désir des femmes actuelles d'exercer une activité professionnelle.

Selon lui, ces mesures de soutien à la famille devraient même comporter un appui financier à la mère à la maison.

Autres textes en page A-4

Enquête...

faire a fait couler beaucoup d'encre. On a d'abord appris que la Sûreté du Québec avait placé une caméra de surveillance devant l'entrée de l'édifice abritant les locaux du groupe de pression, afin de surveiller les allées et venues des visiteurs.

Par la suite, des médias d'information avaient fait circuler le nom du président d'Alliance Québec, M. Royal Orr, comme étant l'un des principaux suspects retenus pas la police. Les journalistes disaient avoir eu ces informations de sources policières.

Paradis...

soin jaloux de leurs pouvoirs.

Au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL, le ministre des Affaires municipales Pierre Paradis a été clair relativement à ces deux recommandations les mieux connues du rapport de la Commission d'étude sur la ville de Québec (Commission Lapointe) chargée par l'ex-gouvernement péquiste, le 10 juillet 1985, d'analyser le statut, les frontières, l'aménagement et le financement de la capitale sous les aspects institutionnel, législatif, structurel, économique, financier et administratif. Après la tenue d'audiences publiques, en avril 1986, la commission dirigée par M. Jean-Louis Lapointe faisait rapport au gouvernement le 30 octobre suivant.

Parmi les rares recommandations dont il fut question par la suite, le gouvernement décidait depuis l'an dernier d'accorder, à titre de soutien financier, une subvention annuelle de \$5 millions pour aider la ville à s'acquitter de : fonctions inhérentes à son rôle de capitale du Québec. Cependant, a révélé M. Paradis, le Conseil des ministres a refusé, pour des raisons dont il ne parvient pas à se rappeler, de verser également une subvention annuelle de \$5 millions pour la mise en valeur des biens patrimoniaux.

Quant au poste de commissaire à la capitale, M. Paradis explique le retard de sa création par la difficulté de trouver des accommodements entre la Ville de Québec et surtout le gouvernement, tous deux très « chatouilleux » quand il s'agit de leurs champs de compétence respectifs et qui tiennent à conserver tous leurs pouvoirs.

Le ministre Paradis se dit quand même optimiste. Il croit que le temps aplanira les difficultés et que le rapport de la Commission Lapointe pourra être réalisé dans une proportion de 75 % au cours des prochaines années, selon une stratégie « non immuable » qu'il refuse de dévoiler, craignant que les événements obligent le gouvernement à apporter des modifications.

Par ailleurs, M. Paradis soutient que le gouvernement a manifesté plus que des bonnes intentions pour la capitale. A titre d'exemple, et pour la première fois, il laisse entendre que le gouvernement libéral a songé à interrompre la construction du Musée de la civilisation, comme il a dû le faire pour d'autres chantiers, quand il s'est trouvé dans l'obligation d'effectuer d'importantes compressions financières au début de son mandat.

Quand on lui demande si la véritable capitale du Québec n'est pas, dans les faits, Montréal, et ce, en raison de la forte représentation ministérielle de la Métropole, M. Paradis rétorque vivement que la région de Québec n'est pas en reste, si on considère le poids politique d'un Marc-Yvan Côté, d'un Gil Remillard ou d'un Michel Page...

Il reconnaît que Montréal a bâti d'importantes infrastructures en « s'accrochant » à l'organisation d'événements internationaux, un exemple que la Ville de Québec pourrait suivre, en sachant que le gouvernement pourra l'appuyer dans le cadre de ses programmes, de façon à mettre en valeur le « joyau » d'une capitale souvent malmenée.

D'autre part, M. Paradis dit avoir la conviction que le gouvernement pourra franchir une étape de plus dans la réforme fiscale, en augmentant les subventions tenant lieu de taxes, notamment sur les immeubles des Affaires sociales qui paient une des subventions équivalant à 80 % et du ministère de l'Éducation qui versent 50 % de la valeur pour les établissements d'enseignement (secondaire et élémentaire). Le gouvernement démontre « une certaine volonté » depuis quelques mois à la suite des pressions des municipalités. D'après les propos de M. Paradis, c'est un dossier chaud discuté notamment à la table Québec-municipalités et qui bénéficiera à la Ville de Québec.

Autre texte en page B-9

PROVINCIAL	INTER-PLUS
1344552 gagne	gagne \$250,000
\$1,000,000	gagnent \$2,500
344552 gagnent \$10,000	gagnent \$250
44552 gagnent \$1,000	gagnent \$25
4552 gagnent \$100	gagnent \$10
552 gagnent \$25	numeros mobiles
52 gagnent \$10	gagnent \$2,500
MINI-LOTO	gagnent \$250
595187 gagnent \$50,000	gagnent \$25
95187 gagnent \$5,000	
5187 gagnent \$250	
187 gagnent \$25	
87 gagnent \$5	
LA QUOTIDIENNE	
59518 gagnent \$1,000	tirage du 14 avril 89
5951 gagnent \$100	9-3-6
595 gagnent \$10	9-5-0-4

En Bref

■ Le capitaine Grégoire trouvé coupable

QUÉBEC — Reconnu coupable, hier, au palais de justice de Québec, de conduite avec facultés affaiblies, le capitaine Claude Grégoire, de la Sûreté municipale de Sainte-Foy, connaîtra sa sentence le 28 avril. Son avocat, Me André Gaulin, a cependant décidé de porter la cause en appel afin d'éviter que le permis de conduire de son client soit suspendu. Claude Grégoire avait été arrêté le 11 juillet 1987 par un de ses subalternes qui l'avait aperçu passablement éméché au volant de sa voiture personnelle, près de la plage Jacques-Cartier, à Sainte-Foy. Il avait été conduit au poste de police où l'alcootest avait indiqué un taux de .15. Dans son verdict, le juge Laurent Dubé a mentionné que le capitaine Grégoire avait ingurgité plus d'alcool qu'il prétendait en avoir bu et qu'il préférerait se fier à la version des agents ayant procédé à son arrestation.

■ Sursis de sentence pour l'ex-sergent Desjardins

QUÉBEC — L'ex-sergent Yvon Desjardins, de la police de Lévis, qui avait reconnu sa culpabilité à une série d'agressions sexuelles sur une fillette de 11 ans, a bénéficié d'un sursis de sentence de trois ans, hier, au palais de justice de Québec. Le juge André Bilodeau a cependant ordonné à l'accusé de poursuivre sa thérapie à la clinique pour déviants sexuels du centre Robert-Giffard. Yvon Desjardins, 41 ans, un policier comptant 20 années de service, avait quitté son poste à la police de Lévis, le 24 mars 1988, quelques jours après que l'affaire eut éclaté au grand jour. Quatre accusations pesaient contre lui : grossière indécence, agression sexuelle, action indécente et incitation à des attouchements. Les offenses commises à l'endroit de la petite fille d'une amie avaient été commises entre janvier 1987 et mars 1988. Le juge Bilodeau a préféré ne pas condamner l'ex-sergent à l'emprisonnement, au risque, a-t-il souligné, de s'attirer les foudres « des psychologues à la petite semaine et de certains redresseurs de torts pour qui la rigueur est la seule règle ».

■ Côte Saint-Antoine

BAIE-SAINT-PAUL — Un automobiliste de Baie-Saint-Paul, M. Gaëtan Simard, a eu une bonne frousse, vers 00 h 30, hier matin, lorsqu'il a été forcé d'immobiliser sa voiture dans l'un des deux lits d'arrêt de la dangereuse côte Saint-Antoine. Cet incident — qui n'a pas eu de conséquences fâcheuses — s'est produit après que l'accélérateur se soit bloqué. Quelques heures plus tard, soit vers 04 h 30, le conducteur d'un poids lourd a emprunté à son tour ce lit d'arrêt, mais par erreur cette fois : il l'avait confondu avec un embranchement de la route 138. C'est à la suite de nombreux accidents, impliquant surtout des camions, que le ministère québécois des Transports avait décidé d'aménager de tels lits d'arrêts, qui permettent aux véhicules de ralentir en s'enlisant dans du gravier.

■ Un Hell's en prison

QUÉBEC — Un membre des Hell's Angels de Saint-Nicolas, Daniel Beaulieu, 31 ans, a écopé de trois ans et demi de prison, hier, au palais de justice de Québec, relativement à la saisie d'un kilo de cocaïne, en avril 1988. Deux autres membres de ce groupe de motards, Alain Arteau et André Imbeault, ont pour leur part été relâchés, faute de preuves. La cause du quatrième Hell's impliqué dans cette affaire, Gaston Gauthier, du chapitre de Lennoxville, a été reporté à la semaine prochaine. C'est grâce aux révélations d'une délatrice, une ex-danseuse nue qui collabore avec la Sûreté du Québec depuis 1985, qu'un tel coup de filet a pu être réalisé.

■ Collision fatale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Une collision entre une automobile et un camion, sur le chemin Fraserville, à Rivière-du-Loup, a coûté la vie à la conductrice du premier véhicule, vers 14 h 45, hier après-midi. La victime est Lucie Pelletier-D'Auteuil, âgée de 38 ans. L'amie d'une quarantaine d'années qui l'accompagnait repose pour sa part dans un état jugé grave à l'Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup. Selon un porte-parole de la Sûreté du Québec, seul un moment d'inattention peut expliquer cette tragédie puisque la conductrice avait effectué en bonne et due forme son arrêt obligatoire, avant de soudainement « couper » la route au camion. La SQ a dû faire appel à l'appareil de décarcération de la Sûreté municipale de Rivière-du-Loup afin de dégager la victime.

Tirage à l'Expo-Sciences

Le tirage du prix de présence de l'Expo-Sciences régionale 1989 a eu lieu hier matin. Le détenteur du billet numéro 0531 se verra remettre un téléphone Priorité L.E., gracieuseté de la compagnie Northern Télécom. Pour obtenir son prix, le gagnant doit contacter le Conseil de loisir scientifique de Québec, au (418) 658-1426, tous les jours, entre 9 h et 17 h.

DEMAIN DANS

LE SOLEIL



Les remariages produisent un nouveau type de famille

L'Environnement rapidement averti Un autre incident écologique à Shawinigan

OTTAWA — Un autre incident écologique s'est produit à Shawinigan, mais cette fois-ci le ministère fédéral de l'Environnement en a été rapidement averti.

par MARIE TISON
de la Presse canadienne

Plus de 3,400 kilos de chlorure de vinyle, un gaz dangereux pour l'environnement, se sont échappés jeudi soir d'un autoclave de la compagnie B.F. Goodrich par une soupape mal installée, a indiqué un porte-parole du ministère de l'Environnement, M. Gilles Lauzon.

La fuite s'est produite lors d'un changement de résine de PVC (chlorure de polyvinyle) vers 19 h 30, a-t-il ajouté. Elle a duré environ cinq minutes, et le gaz s'est échappé dans l'atmosphère par un event situé au-dessus de l'autoclave.

L'incident a été rapporté vers 22 h au ministère de l'Environnement, a déclaré M. Lauzon.

Le ministère a dépêché un expert sur les lieux pour faire une évaluation des dégâts et conseiller l'entreprise, a indiqué hier le ministre d'État aux Forêts Frank Oberle, en l'absence du ministre de l'Environnement Lucien Bouchard.

Il a affirmé qu'on n'avait rapporté aucune blessure et que le gaz s'était dispersé dans l'atmosphère.

Goodrich devra produire un rapport complet sur la fuite dans les 20 jours, rapport qui devra exposer toutes les mesures néces-

saires pour éviter qu'un tel incident ne se reproduise, a déclaré M. Oberle au cours de la période des questions.

Il s'agit d'une procédure normale, a indiqué M. Lauzon.

Environnement

Le porte-parole a déclaré que le chlorure de vinyle pouvait contaminer l'environnement à long terme. Il a ajouté qu'il s'agissait d'un produit qui pouvait provoquer le cancer s'il était mis en contact avec une personne, en très grande quantité et pendant une très longue période de temps.

« Dans cette situation-ci, il n'y a pas de danger », a-t-il affirmé.

Un premier incident écologique s'était produit dans la région de Shawinigan le 4 avril dernier, avec le déversement de plusieurs milliers de litres d'huile contaminée au BPC dans la rivière Saint-Maurice. La compagnie impliquée, Belgo, une division de la papetière Consolidated Bathurst, n'avait pas immédiatement avisé Ottawa de l'incident, ce qui a amené le gouvernement fédéral à tenter des poursuites contre elle.

En vertu de la Loi sur la protection de l'environnement, une entreprise est tenue d'aviser tout de suite le gouvernement fédéral d'un accident écologique, sans quoi elle est passible d'une amende de \$300,000.



Nouvelle entente au SOLEIL

LE SOLEIL et le syndicat de ses représentants publicitaires ont ratifié hier une entente intervenue plus tôt cette semaine relative au volet rémunération de la convention collective qui lie les parties jusqu'au 31 décembre 1990. Cette entente a été signée hier en présence du directeur des ressources humaines Denis Cliche, du président et éditeur Robert Normand et du directeur de la publicité Denis Dubé pour LE SOLEIL, et des représentants publicitaires Jean Pelletier, Denise Leclerc et Gilles Frédéric, pour le syndicat.



Le Rassemblement populaire tient depuis hier un congrès au programme du parti. Les quelque 80 délégués se pencheront sur 86 amendements au programme qui ne compte plus que 96 articles, par rapport à 203 en 1984. À l'extrême-droite, Jean-Paul L'Allier, chef du RP.

L'Allier voit d'un bon oeil la création de conseils de quartier

Le chef du Rassemblement populaire (RP), Me Jean-Paul L'Allier, voit d'un bon oeil la création de conseils de quartier qui rendraient la chose publique plus près des gens.

textes de BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

Congrès au programme

Le chef du RP donne le signal de départ

« Délaisser un programme politique sous le prétexte d'être pratique, c'est risquer d'avoir le nez collé à ses souliers : alors on ne voit rien et on fait des trous comme on connaît! »

C'est par cette allusion évidente au Progrès civique et au trou de la « grande place » que le chef du Rassemblement populaire (RP) de Québec, Me Jean-Paul L'Allier, a donné le signal de départ, hier soir, du congrès au programme de son parti.

Il a insisté devant plus d'une centaine de personnes sur l'honnêteté pour un parti politique de présenter à la population des projets qui soient en conformité avec les principes de son programme.

Et un des principes fondamentaux du RP c'est que l'administration publique se doit d'abord à la population qui est présente dans la ville et non à une population future qui n'y viendra peut-être jamais. C'était une autre allusion au style de gestion du Progrès civique qui, pense-t-on au RP, fait des projets comme si Québec était en pleine croissance démographique (la « grande place » style Gagnon-Citocom, système de transport en commun genre SLR ou métro de surface) alors que toute la région stagne.

Il n'a même pas d'objection de principe à ce qu'ils aient des pouvoirs non seulement consultatifs

Me L'Allier a par ailleurs déclaré que les municipalités sont probablement au seuil de nouveaux grands défis qui découleront en partie des problèmes, financiers et autres, des gouvernements supérieurs qui voudront leur abandonner des responsabilités nouvelles. Le RP est d'avis qu'il faudra relever ces défis en ayant toujours à l'esprit que les administrateurs d'une ville sont d'abord et avant tout au service des citoyens.

L'aspirant à la mairie de Québec a ajouté qu'un parti politique qui vieillit au pouvoir se réfugie dans la légalité, une autre allusion bien sûr au Progrès civique de M. Jean Pelletier. « Mais il n'y a pas que la légalité. Il y a l'éthique, le respect des citoyens ». C'est pour cela qu'il trouve ce congrès « un grand moment », car les délégués du RP sont là pour établir le « contrat politique » qui doit permettre à la population de juger des propositions d'action que ce parti lui fera durant la campagne électorale de l'automne.

mais aussi décisionnels, comme le demandent des membres de certains districts.

Si les municipalités de 7,000 à 8,000 habitants ont droit à un conseil municipal en entier avec tous les pouvoirs, pourquoi des quartiers de même population n'auraient-ils pas le droit d'avoir des conseils qui les représenteraient au sein d'une ville plus importante?

Le RP tient depuis hier un congrès au programme du parti. Ce congrès se tient à deux pas de l'hôtel de ville, à l'École d'architecture 2, côte de la Fabrique.

Les quelque 80 délégués devront se pencher sur 86 amendements au programme qui ne compte plus que 96 articles par rapport à 203 en 1984.

« Il s'agit d'abord et avant tout d'une mise à jour, d'une actualisation du programme politique du RP », a dit M. L'Allier.

Tout le programme tend vers un axe principal : une administration au service des citoyens.

Dans le programme qui reste à être approuvé au congrès, il est entre autres question qu'une administration du RP négocierait avec les villes de la CUQ une régionalisation partielle des services de sécurité publique.

La remise à la CUQ des propriétés de la Commission de l'exposition provinciale, y compris le Colisée, serait un objectif à moyen terme pour une administration du RP.

Du côté culturel, le programme du RP dit que les revenus générés par la taxe d'amusement devraient servir à financer les activités culturelles et artistiques locales.

Le conducteur du véhicule était ivre

Un homme a l'estomac perforé dans un accident près de St-Apollinaire

Un homme d'une trentaine d'années repose dans un état jugé grave au CHUL après avoir eu l'abdomen perforé par un piquet de fer, hier matin, lors d'un capotage survenu sur l'autoroute Jean-Lesage, près de Saint-Apollinaire. Le conducteur du véhicule, qui s'en est sorti avec des blessures mineures, roulait alors en état d'ébriété.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

L'accident s'est produit peu avant 7 h, dans une courbe, face aux Industries de portes et fenêtres La-Flamme. Pour une raison inconnue, le conducteur, âgé de 19 ans et originaire de Saint-Cyrille de L'Islet, aurait perdu la maîtrise de son véhicule qui a alors effectué plusieurs tonneaux.

Au cours de l'embarquée, la voi-

ture a fauché de nombreux panneaux de signalisation. L'un des piquets supportant les panneaux a transpercé la portière pour ensuite empaler Henri Bernier, 30 ans, de Cap-Saint-Ignace, qui prenait place comme passager à l'avant. A l'arrivée des ambulanciers, le blessé avait les intestins littéralement à l'air libre.

quoique sérieux, demeurait stable hier. Le chauffeur du véhicule accidenté a été soumis à l'alcootest, qui s'est avéré positif. L'homme a été relâché en attendant sa comparution en cour pour répondre d'une accusation de conduite avec facultés affaiblies. La date de sa comparution n'a pas encore été fixée.

Conduite au CHUL, la victime a été soumise à une délicate intervention chirurgicale. Son état,



Fabienne Bordas, conférencière, et Roberto Wilson, président de l'événement culturel « Alexandre Dumas et le bicentenaire de la Révolution française ».

À l'occasion du bicentenaire de la Révolution française

Pendant une semaine, la capitale vivra à l'heure d'Alexandre Dumas

La ville de Québec vivra à partir de demain, et pour une semaine, à l'heure de l'écrivain Alexandre Dumas et du bicentenaire de la Révolution française.

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL

Un comité québécois présidé par l'écrivain Roberto Wilson, travaillant de concert avec la très française Société des amis d'Alexandre Dumas, profite de la tenue du 18e Salon international du livre de Québec pour souligner l'année du bicentenaire de la Révolution et mettre en lumière l'oeuvre d'un des écrivains populaires qui a le mieux chanté le grand bouleversement de 1789, à travers ses romans historiques et ses drames romantiques.

Le large public connaît surtout l'auteur des « Trois Mousquetaires » et du « Comte de Monte-Cristo ». L'événement culturel « Alexandre Dumas et le bicentenaire de la Révolution française » vient nous rafraîchir la mémoire historique et littéraire par le biais d'une exposition sur la vie et l'oeuvre de Dumas (au salon du livre), et à l'aide d'une série de conférences et d'un festival de films (au Clap), notamment.

Le « Père Dumas », comme disent familièrement ses biographes, a écrit quelque 25 grands romans historiques (sur 300 oeuvres) qui mettent en scène des personnages réels ou fictifs de la période de la Révolution.

Ce ne sont pas ses seuls liens avec les dix ans qui ébranlèrent la France et le monde. Son père, Thomas Alexandre Davy-Dumas de la Paillerie, fut lieutenant dans le régiment des hussards de la Liberté et de l'Égalité, et un des

plus brillants généraux de Napoléon avec qui il a fait, entre autres, la campagne d'Égypte.

Il faut lire à ce sujet la biographie que lui a consacrée Roberto Wilson sous le titre « Le Général Alexandre Dumas, soldat de la liberté » (édition Quisqueya-Québec-1976).

Avec Dumas fils, l'autre Alexandre, le troisième de la dynastie, fils de l'écrivain et lui-même écrivain jusqu'à l'Académie française (auteur de « La Dame aux camélias »), le trio était fait pour entrer ensemble dans le dictionnaire des noms propres.

Beau parcours pour des mulâtres d'Haiti (anciennement Saint-Domingue) qui choisirent pour faire leur chemin dans la vie le nom de leur mère, une esclave noire, Marie-Cessette dite du mas, au lieu de celui de leur père, le marquis Alexandre Antoine Davy de la Paillerie.

La Société des amis d'Alexandre Dumas, dont le président est l'historien Alain Decaux, de l'Académie française et actuel ministre de la Francophonie, a délégué à Québec une trentaine de membres dirigés par M. André Bourin lui-même, vice-président de la société littéraire (et époux de l'écrivaine Jeanne Bourin : « La chambre des dames »).

Fabienne Bordas

La Société des amis d'Alexandre Dumas a aussi délégué, pour mieux souligner l'événement, la conférencière Fabienne Bordas qui livrera pas moins de trois communications trois jours.

Historienne, animatrice de la maison d'Alexandre Dumas (le château de Monte-Cristo), à Port Marly, et vice-présidente de l'organisme « La Route des écrivains » (d'Île-de-France et de basse Normandie), Mme Bordas parlera de l'homme Dumas et de son oeuvre multiple.

En attendant la réédition des oeuvres complètes d'Alexandre Dumas, dont les fameux « Mémoires », qui serait sur le point d'être annoncée à Paris et à laquelle réédite la Société des amis d'Alexandre Dumas ne sera pas étrangère, Mme Bordas fera le point sur les connaissances les plus récentes acquises sur ce colosse de la littérature française.

On apprendra notamment que l'expression avoir des « nègres » en littérature vient du bonhomme lui-même qui a inventé le travail de chercheur en engageant des gens comme Gérard de Nerval et Théophile Gautier.

On saura en outre que c'est le non moins grand Anatole France qui a terminé le dictionnaire de la cuisine de Dumas et on retrouvera un certain Victor Hugo aidé d'Alfred de Vigny « corrigé » une scène de la pièce « Christine de Suède » pour permettre à Dumas d'aller faire la fête avec ses amis.

La tenue à Québec de cet événement culturel a été rendu possible grâce à la collaboration du ministère français des Affaires étrangères, du Consulat de France à Québec et de la Mission du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

La cote de crédit de la Ville de Québec est haussée de deux échelons

Le service de surveillance de la Société canadienne d'évaluation du crédit (CBR) vient de hausser la cote de crédit des débentures de la Ville de Québec de BBB à A-. Il s'agit d'un gain stratégique de deux échelons qui permettra à la trésorerie municipale de réaliser des économies substantielles à long terme.

par MARC LESTAGE
LE SOLEIL

La modification a été justifiée par une amélioration importante des niveaux du taux d'imposition qui est passé de 3,5 % à 2,3 % entre 1984 et 1988, selon les modèles de calcul utilisés par Canadian Bond Rating. Durant la même période, le niveau de dette de la Ville de Québec, par rapport à l'évaluation, passait de 7 % à 4,8 %, selon les documents publiés par CBR pour annoncer la décision.

Le trésorier de la Vieille Capitale, M. Guy Martineau, a expliqué au SOLEIL, hier, que le dossier de crédit de la Ville a profité du fait que « Québec connaît une activité immobilière très forte qui a atteint un niveau record de plus de \$320 millions, en 1988 ».

L'amélioration de la cote de crédit applicable aux débentures de la Ville aura une influence fa-

vorable sur le taux que la Ville devra payer sur ses futurs financements. Il faut se souvenir en effet que ces financements sont influencés par la loi de l'offre et de la demande. Plus il y a de groupes désireux de participer au financement de la Ville de Québec et plus il sera facile d'obtenir des taux avantageux.

La décision de porter la cote de Québec de BBB à A- permet d'espérer que plusieurs grands gestionnaires de portefeuilles et de caisses de retraite s'intéresseront désormais aux appels à l'épargne de Québec. « Beaucoup de ces gestionnaires négligeaient nos financements, dans le passé, parce que leur politique est d'investir uniquement dans des débentures de qualité A ou mieux », a expliqué M. Martineau, hier.

Meilleure qualité

Selon les définitions des cotes

de crédit gouvernementales de la Société canadienne d'évaluation du crédit, une cote BBB est une cote de qualité moyenne. Le capital et l'intérêt de ces débentures sont bien protégés. Toutefois, il existe des faiblesses qui pourraient nuire au service ininterrompu de la dette, dans des circonstances économiques adverses.

Par contre, la nouvelle cote A- est considérée comme étant de bonne qualité. Dans ce cas, on estime que la direction est compétente, ayant acquis la réputation de produire une bonne protection aux détenteurs d'obligations et une bonne gestion.

Décision favorable

Le président du comité d'évaluation des cotes de crédits de l'entreprise établie à Montréal, Brian I. Neysmith, relève dans sa décision que « l'obtention d'une subvention annuelle de \$5 millions reliée à son statut de capital, la création d'un plan directeur d'aménagement et de développement et un plus grand contrôle de son développement économique » ont également favorisé l'amélioration de la cote de crédit de la Ville de Québec.

FOURNIER
Chevrolet Oldsmobile inc.
Boul. de la Capitale-Sortie Pierre-Bertrand - 687-5170

VIENS CHEZ NOUS. ÇA ROULE.

EDUCATION: 25 ANS DE RÉFORMES

Selon Paul Gérin-Lajoie

C'est maintenant le temps d'une remise en question

Il y a 25 ans, soit le 19 mars 1964, le lieutenant-gouverneur du Québec sanctionnait la loi instituant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'éducation (bill 60). Le 13 mai de la même année, le premier ministre Jean Lesage nommait le titulaire de ce ministère: Paul Gérin-Lajoie.

textes de VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

C'est le temps de fêter? Oui, bien sûr! Vingt-cinq ans d'existence, ça se fête; surtout pour un organisme comme le ministère de l'Éducation du Québec qui a eu une enfance et une adolescence aussi difficiles...

Mais avant tout, c'est le temps de réfléchir au passé, au présent et à l'avenir.

Le premier ministre de l'Éducation au Québec, M. Paul Gérin-Lajoie, sera de toutes les festivités qui marqueront, au cours de l'année, ce vingt-cinquième. Il sera en quelque sorte le président d'honneur de la fête, le symbole vivant que notre système d'éducation est en excellente santé, physique et mentale, comme lui.

Il ne veut surtout pas ternir le lustre de ces fêtes, mais, au cours d'une entrevue qu'il accordait récemment au SOLEIL, il a été appelé à jeter un regard critique sur ces 25 années dans le monde de l'éducation au Québec. Et c'est spontanément qu'il a répondu, après avoir fait le tour des grands dossiers scolaires: «Oui, nous avons besoin d'une nouvelle réflexion collective sur le développement de notre système d'éducation à tous les niveaux.»

Et, chose surprenante, M. Gérin-Lajoie verrait cette commission d'étude investie du même mandat que la Commission Parent, soit: étudier l'organisation et le financement de l'enseignement au Québec, faire rapport de ses constatations et opinions et soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour assurer le progrès de l'enseignement dans la province.

Ne s'est-il donc rien passé au Québec, depuis 20 ans, dans le do-

main de l'éducation? Au contraire, comme le dit M. Gérin-Lajoie, il s'est passé beaucoup de choses. C'est pourquoi, il est nécessaire de faire le point. «En éducation, il faut toujours tout remettre en question, dira-t-il.

«À l'heure actuelle, chacun fait son petit bout de réflexion, dans chaque université, dans chaque établissement, mais il faut que toutes ces réflexions soient confrontées et qu'il se trouve un groupe «d'esprits supérieurs» pour tracer une ligne directrice et proposer une politique gouvernementale claire», ajoute-t-il.

Deux objectifs atteints

M. Gérin-Lajoie croit par ailleurs qu'en 25 ans, le ministère de l'Éducation a atteint deux objectifs importants fixés par le rapport Parent.

Le premier objectif

avait trait à la coordination des divers enseignements, répartis alors sous différentes autorités (Département de l'instruction publique, Secrétariat de la province, ministère de la Jeunesse et autres ministères) et égale-

ment, à la coordination de l'enseignement privé, complètement coupé du système public et qui était le seul à conduire jusqu'au baccalauréat et à l'université.

Les événements des 25 dernières années démontrent que cet objectif a été largement atteint et même dépassé. De la décentralisation à outrance du système d'éducation, on est passé graduellement à une centralisation de plus en plus pesante.

Les collèges classiques furent intégrés au nouveau système public et devinrent des écoles secondaires publiques ou privées subvention-

nées par l'Etat, ou des cégeps. Les commissions scolaires locales furent regroupées, d'abord aux fins de l'enseignement secondaire, puis de l'enseignement primaire. Le ministère veillait désormais à l'enrichissement et à la normalisation des cours et des programmes, de même qu'à la négociation provinciale des conditions de travail des enseignants.

Pour M. Gérin-Lajoie, il y a peut-être eu des abus dans le sens de la centralisation en éducation, comme dans d'autres secteurs au Québec, mais il voit, depuis 10 ans, s'amorcer un mouvement de décentralisation. C'est souhaitable, selon lui, pour permettre l'éclosion au niveau local d'initiatives nouvelles et de projets-pilote.

Le deuxième objectif fixé par le rapport Parent concernait l'accessibilité des jeunes Québécois à tous les niveaux et types d'enseignement, indépendamment des distances, des con-

ditions de fortune et du niveau d'éducation des familles.

Cet objectif était primordial, puisqu'en 1964, il n'y avait pas plus de 50% des jeunes Québécois qui dépassaient le niveau de la huitième année.

Selon M. Gérin-Lajoie, l'objectif de l'accessibilité géographique et financière a été totalement atteint. Ceci s'est fait assez rapidement et l'ancien ministre rappelle que durant ses premières années d'existence, le ministère était d'abord préoccupé par les structures et les mécanismes assurant l'accessibilité physique: écoles, transport, gratuité, manuels et enseignants qualifiés.

Quant à l'objectif de l'accessibilité en fonction du milieu social (la démocratisation), il n'a été que partiellement atteint, aux dires de M. Gérin-Lajoie. Et pour lui, c'est un certain objet de tristesse, qu'encore aujourd'hui les enfants de milieux défavorisés, particulièrement dans les grandes villes, n'aient pas la préparation psychologique pour profiter pleinement de l'école.

Les autres objectifs

L'action du ministère de l'Éducation ne peut pas être jugée sur ces deux seuls objectifs, car comme le dit M. Gérin-Lajoie, le rapport Parent comportait des centaines de recommandations.

Il faut donc se demander si les autres recommandations ont été mises en oeuvre et comment ont agi les solutions avec l'évolution de la société.

C'est pourquoi il revient sur l'idée de recréer une commission d'étude, non seulement en fonction des objectifs de la commission Parent, mais aussi en fonction des éléments qui se sont ajoutés depuis.

Demain: l'opinion de

M. Raymond Laliberté



«En éducation, il faut toujours tout remettre en question», déclare Paul Gérin-Lajoie qui, le 13 mai 1964, fut nommé le premier ministre de l'Éducation.

Le rapport Parent, une « bible » consultée

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, communément appelée la Commission Parent, du nom de son président, Mgr Alphonse-Marie Parent, fut instituée en mars 1961.

Son mandat: étudier l'organisation et le financement de l'enseignement dans la province de Québec, faire rapport de ses constatations et opinions et soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour assurer le progrès de l'enseignement dans la province.

En plus de Mgr Parent, qui était alors vice-recteur de l'université Laval, la commission était constituée de MM. Gérard Filion,

directeur-gérant du journal Le Devoir, Paul Laroque, secrétaire adjoint à Aluminium Ltd., David Munroe, directeur de l'Institut d'éducation à l'université McGill, soeur Marie-Laurent de Rome, professeur de philosophie au collège Basile-Moreau, Mlle Jeanne Lapointe, professeure à la faculté des Lettres de l'université Laval, MM. John McIlhonne, directeur adjoint des études à la CECM, et Guy Rocher, directeur du département de sociologie de l'université de Montréal. M. Arthur Tremblay,

de l'université Laval, agissait comme membre adjoint.

La commission a présenté la première tranche de son rapport, en avril 1963. Elle y faisait l'historique et l'analyse des structures scolaires au Québec, des problèmes de l'époque et de l'explosion des effectifs scolaires qui s'annonçait.

C'est dans ce premier rapport que la commission recommandait la création d'un ministère de l'Éducation par la fusion du département de l'instruction publique et du ministère de la Jeunesse. Cette première partie comportait 32 autres recommandations.

En novembre 1964, la commission présentait la deuxième partie

de son rapport sur les structures pédagogiques du système scolaire et, en mars 1966, venait la dernière partie traitant de l'administration de l'enseignement et de son financement.

En tout, les trois parties du rapport regroupaient 576 recommandations, dont la plus grande partie (402 recommandations) traitait des programmes d'études et des services éducatifs.

Le rapport Parent constituait une « bible » de l'éducation au Québec. Et, 25 ans plus tard, même le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, s'y réfère encore avec intérêt, comme il le confiait récemment au cours d'une petite réception à Montréal.

39¢

6 verres à collectionner

CHACUN*



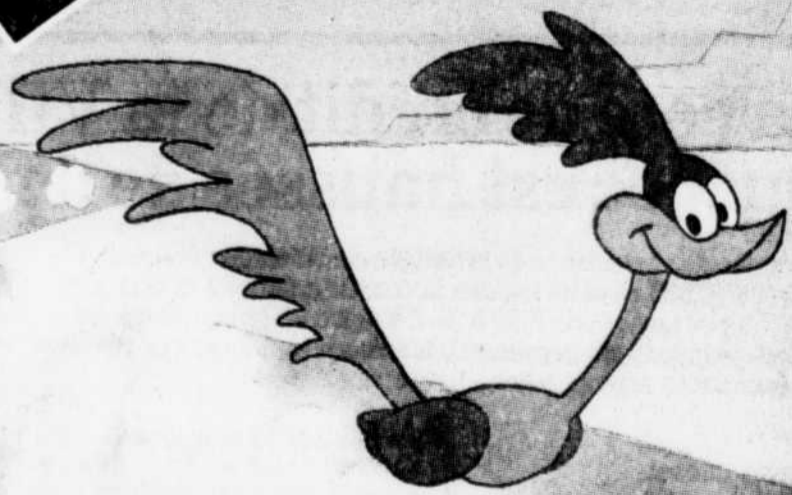
VERRE DE 7 ONCES

Collectionnez dès aujourd'hui la série de verres des sympathiques personnages de Looney Tunes au bas prix de 39¢* chacun (plus taxe provinciale de vente).

Vos amis Bugs Bunny, Tweety, Road Runner, Daffy Duck, Sylvester et Coyote vous attendent afin de faire la joie des petits comme des grands et ce, dans toutes les stations-service Ultramar participantes.

Comme Road Runner, faites vite! Cette offre est d'une durée limitée et les verres s'envolent rapidement.

BEEP BEEP



Faites vite!



SERVICE IMMÉDIAT, COURTOIS ET GAGE DE SATISFACTION
Pour plus de renseignements, communiquez avec notre Centre de satisfaction de la clientèle au 1-800-363-6949 (sans frais d'interurbain).

M de C et © WARNER BROS. INC. 1989 TOUS DROITS RÉSERVÉS

*À l'achat de 25 litres ou plus de carburant. Un verre par achat, par client. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion. Offre valable jusqu'à épuisement des stocks.

La Chambre de commerce revient à la charge

Les Mont-Joliens incités à acheter d'abord chez eux

MONT-JOLI — Une fois de plus, la Chambre de commerce de la région de Mont-Joli est revenue à la charge pour inciter les Mont-Joliens à acheter d'abord chez eux.

par J.-CLAUDE RIVARD
LE SOLEIL

Mais cette fois, elle entend plus

spécialement sensibiliser les administrateurs et les gestionnaires de l'hôpital, de la commission scolaire, du ministère des Transports, de la résidence pour personnes

âgées et du CLSC. Majoritairement domiciliés à Pointe-au-Père et à Rimouski, ils pourraient être tentés de favoriser l'achat ailleurs, faute de sentiment d'appartenance, selon le président Marius Doiron.

Il a signalé un cas d'achat de

chaises d'école qui, à prix comparable, auraient très bien pu être acquises dans la région de Mont-Joli et dans la MRC Mitis.

« Il n'est pas question de lancer une chasse aux sorcières », a-t-il déclaré en estimant que tous ceux qui assument un poste de direc-

tion au sein de ces organismes devraient tout au moins s'établir à Mont-Joli, comme la chose est d'usage pour les employés municipaux.

Cette prise de position avait fait sursauter le président de la Chambre de commerce de Rimouski, M. Laurent Lavoie, qui y voit une certaine étroitesse de vues, d'autant plus que de nombreux administrateurs d'entreprises rimouskoises habitent la région de Mont-Joli et la MRC Mitis. Celle-ci étant notamment réputée par ses établissements de restauration, hôteliers et touristiques fréquentés par les Rimouskois, les propos de M. Doiron semblent déplacés au président Lavoie.

« Au lieu d'élever des palissades autour des villes, nous aurions intérêt à faire front commun pour la réalisation de grands projets régionaux, tel celui de l'aéroport de Mont-Joli » a-t-il déclaré.

Donner l'exemple

Mais la Chambre de commerce de Mont-Joli est catégorique sur un point : ses propres membres, ses marchands, ses boutiquiers et les « décideurs » locaux devraient commencer par donner l'exemple et acheter prioritairement dans leur milieu.

Une telle préoccupation est fondée. Des études du Conseil de développement économique de la Mitis (CODEM) révèlent que 60 % des gens de la région dépendent une partie importante de leur budget à l'extérieur. Divers moyens ont donc été mis à l'étude pour tenter de corriger la situation.

Radio et postes

Dans une autre veine, la Chambre de commerce de Mont-Joli a donné son appui à la radio communautaire de comté dans ses démarches auprès du CRTC pour doter les MRC Rimouski et Neigette d'une station radiophonique FM communautaire.

Par ailleurs, face à la rumeur voulant que le centre de distribution du courrier de Postes Canada, pour la Gaspésie, déménage de Campbellton, N.-B., à Rimouski, la Chambre de commerce a intensifié ses démarches pour que le choix de Mont-Joli soit favorisé. « Mise à part l'influence politique, aucune logique ne peut favoriser Rimouski comme lieu éventuel du centre de distribution », déclare le président Marius Doiron en rappelant que la situation géographique de la ville, à la porte de la Gaspésie, la prédestine à jouer ce rôle.

Ancien sanatorium Saint-Georges

L'Hôpital de Mont-Joli fête ses 50 ans

RIMOUSKI — L'Hôpital de Mont-Joli célébrera, du 29 mai au 9 juin, son cinquantième anniversaire d'existence.

par JEAN-CLAUDE RIVARD
LE SOLEIL

L'événement est en préparation depuis deux ans et le comité d'organisation convie à des retrouvail-

les qui s'étaleront sur une période de 11 jours tous les anciens patients, employés, bénévoles et amis de ce qui fut longtemps le « San » ou, plus justement, le « Sanatorium Saint-Georges ».

Chaque journée sera thématique : journée d'ouverture (29 mai), journée des administrateurs (30), journée de colloque sur les soins aux personnes âgées (31), journée de visites guidées (2 juin), journée des retrouvailles au stade du Centenaire de Mont-Joli (3 juin), journée de « portes ouvertes » (4), journée des bénéficiaires (5), journées des employés (6 et 7), journée des bénévoles (8) et journée de clôture (9) avec messe concélébrée, banquet de circonstance et soirée sociale, au stade du Centenaire.

Le public sera bienvenu notamment aux visites guidées, aux activités de portes ouvertes de même qu'aux événements de la journée de clôture auxquelles participera, notamment, l'archevêque de Rimouski, Mgr Gilles Ouellet.

L'Hôpital de Mont-Joli a originellement été fondé, en 1938, pour soigner les victimes de la tuberculose, la « peste blanche » qui a tué, dans la région, plus de personnes que ne l'a fait la guerre 1914-1918.

Avec la découverte de la streptomycine et la régression subéquente de la maladie, il s'est donné de nouvelles missions, notamment en ce qui concerne la maladie psychiatrique, la déficience intellectuelle, les maladies chroniques et, depuis peu, la readaptation physique pour personnes adultes et âgées.

En 1987-1988 l'Hôpital a admis un millier de patients (762), en plus de répondre à quelque 30.000 consultations, opérations mineures, aérosols et services de pansements, à la clinique d'urgence.

POUR MIEUX CONSOMMER...

Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de consommateur.

LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

ENTREPÔT

A MEUBLEMENTS GAUDET

ÉLECTROMÉNAGERS

Cuisinière 30" 599\$

Lave-vaisselle encastré 440\$

Laveuse et sècheuse ensemble 899\$

3 COMMODES 3 TROIRS 2 TABLES DE NUIT ET CLASSON 599\$

Il faut en profiter!

MATELAS 39 po 99\$

MATELAS 54 po 149\$

à partir de 428\$

Choix de plus de 40 modèles de recouvrement sur commande spéciale, à prix variés.

* Garantie décroissante par le manufacturier

Un petit détour **PROFITABLE** Le meilleur prix **GARANTI**

571, St-Bernard, Québec Tél.: 648-9441

C'est le tourbillon des réparations CBI...

Pour un temps limité **CBI IRA CHERCHER VOS TOILES ET VOUS LES RAPPORTERA SANS FRAIS**

FAITES-LES RÉPARER DÈS MAINTENANT!!!

(Territoire délimité) (du 15 avril au 15 mai)

21, Montcalm, Lévis

837-8863

OUVERT LE SAMEDI

CBI

LA PELCHAT

POLO CUT

89

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE

Dr J.R. Clément m.d.

C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.

♦ **VERRES DE CONTACT** ♦ **LENTILLES JETABLES**

♦ **Correction de l'astigmatisme** ♦ **Pathologies reliées aux verres de contact**

♦ **Lentilles double foyer** ♦ **Examen de la vue**

PLACE DE LA CITÉ

2635, boul. Hochelaga, Sainte-Foy, QC G1V 4T3 (418) 654-1488

Graduation • Mode Jeunesse complet

d'allure ample pour jeune homme

Tout un prix 9995\$

MODÈLE
Simple boutonnière. Veston coupe ample. Pantalon avec plus à l'avant. Ce complet, d'allure moins formelle, se porte de façon plus décontractée.

TISSUS
Mélange polyester, viscose et rayonne à motif jacquard ton sur ton.

TAILLES 36 à 46
COULEURS ET MOTIFS VARIÉS

La ou on vous en offre toujours plus!

G.H. ECHÈNE & FILS INC.

• 4085 BOUL. SAINT-ANNE MONTMORENCY PRÈS DES CHUTES QUÉBEC
• GALERIE 5 DE LA CAPITALE (PRÈS DE LA BAIE - 2^E ÉTAGE)
• PLACE DES 4 BOURGEOIS ANGLE DURÉSSON ET QUATRE BOURGEOIS STE FOY
• CENTRE D'ACHATS CANADIÈRE QUÉBEC
• PLACE LAURIER MAIL 500 OUEST 2^E NIVEAU PRÈS DE LA BAIE
• PLACE FLEUR DE LYS PRÈS DE LAURA SECORD

NOUVEAU LOCAL

Les écoles ÉDITH SEREI

vous offrent des

COURS INTENSIFS D'ESTHÉTIQUE, DE SOINS DU CORPS ET D'ÉPILATION

Une carrière de prestige avec une mise de fonds abordable



Vous apprendrez les techniques modernes que seules les écoles Édith Serei peuvent vous offrir.

COURS DU JOUR: Esthétique Début 5 sept.
Épilation 1 mai
Soins du corps 24 avril

COURS DU SOIR: Esthétique Début 10 avril
Épilation 29 mai
Soins du corps 17 avril

UN DIPLÔME ÉDITH SEREI VOTRE GAGÉ DE SUCCÈS

Pour prendre rendez-vous et obtenir notre brochure gratuitement, composez le

522-0134

ou venez nous visiter au

839, St-Joseph Est, QC, G1K 3C8

Permis du ministère de l'Éducation du Québec et de l'Ontario

CULTURE PERSONNELLE - FORMATION D'APPOINT



Photo: Diane Dufour Création: notre équipe artistique

POLO CUT '89...

L'été rallonge chez Pelchat

Shampooing - coupe - brushing: 22\$ et plus

Une exclusivité signée

MARCEL PELCHAT

COIFFURE

Pièce Laurier, Québec ☎ 851.34.34

Nous acceptons les cartes Visa-Master-American Express

À l'occasion de sa tournée gaspésienne

Bourassa déballa un plein sac de promesses électorales



GASPÉ — D'ores et déjà en campagne, le premier ministre Bourassa a déballé un plein sac de promesses électorales, hier, en dévoilant les 107 projets auxquels le gouvernement consacra \$92 millions au cours des quatre prochaines années, en Gaspésie et aux îles de la Madeleine.

textes de MICHEL DAVID
LE SOLEIL

M. Bourassa a bien pris soin de comparer « ces gestes concrets, comme on les aime au Parti libéral » aux « discussions théoriques interminables » du Parti québécois.

À l'issue du sommet socio-économique régional de septembre 1988, le ministre Marc-Yvan Côté avait déjà annoncé que le gouvernement accorderait \$102 millions à la Gaspésie et aux îles de la Madeleine. Sept mois plus tard, la somme est donc réduite de \$10 millions.

La valeur des investissements qui résulteront de l'entente est évaluée à \$118 millions, à la condition que le fédéral et les promoteurs de la région fournissent chacun \$13 millions.

Il est cependant précisé que l'entente « n'a aucune portée légale » et qu'elle exprime simplement « la volonté des parties de contribuer à la mise en oeuvre des projets ».

Dans 35 des 107 projets énumérés, aucune modalité de financement n'a encore été arrêtée. Certains d'entre eux n'entraîneront d'ailleurs aucun coût, comme l'engagement de revendiquer

l'accès à la zone de 200 milles pour les pêcheurs québécois ou celui de convaincre l'Unesco de reconnaître l'île Bonaventure comme site patrimonial mondial.

Sur les \$92 millions que contribuera le gouvernement du Québec, plus de \$27 millions seront en fait consacrés à la réfection du réseau routier. Au total, \$35 millions iront au tourisme et loisir, \$16 millions au secteur culturel, \$12 millions aux infrastructures et à l'aménagement, \$10 millions à la forêt, \$8,8 millions aux pêches, \$7,4 millions à la santé.

Élections

Entendant le président du nouveau conseil de concertation et de développement de la Gaspésie, M. Robert Pidgeon, lui-même un ancien candidat libéral, dire que le gouvernement avait « livré la marchandise », M. Bourassa a répondu, ravi : « Ces paroles sont assez

douces à mes oreilles en cette période stratégique ».

Depuis le début de sa tournée gaspésienne, jeudi soir, le premier ministre a l'allure d'un chef de parti en campagne. Devant la Chambre de commerce de Gaspé, hier midi, il a longuement insisté, le sourire en coin, sur les alléchants remboursements d'impôt auxquels les « contribuables-électeurs » auront droit au cours des prochaines années.

Comme à l'automne 1985, M. Bourassa a parlé de stabilité politique, de paix ouvrière, des milliards d'investissements résultant de sa politique énergétique, de répartition de la richesse entre les régions, etc. À une différence : en 1985, il condamnait le libre-échange; aujourd'hui, c'est le gage d'un meilleur avenir.

Jeudi soir, à Gaspé, M. Bourassa a pu mesurer l'impatience des militants libéraux à se lancer en campagne électorale.

Au cours d'une rencontre à huis clos à laquelle participaient une cinquantaine d'organiseurs, le président de l'association de Gaspé, M. Nelson Fournier, a déclaré, que « la machine est en place et elle est prête à faire feu », ajoutant que le plus tôt les élec-

tions seront déclenchées, le mieux ce sera. Plusieurs se disent d'ailleurs convaincus qu'elles auront lieu en juin.

La dizaine de journalistes agglutinés autour d'une bouche d'aération, qui permettait d'entendre ce qui se disait à l'intérieur, auraient bien aimé entendre le premier ministre donner quelque indice de ses intentions. Peine perdue.

Évidemment informé de la présence d'oreilles indiscrettes, M. Bourassa a bien noté le « vif intérêt » que suscite l'approche des élections, précisant toutefois que le mandat du gouvernement ne devrait normalement se terminer que dans « 150 ou 200 jours ».

Quelques instants plus tôt, il avait répété pour la nième fois aux journalistes « qu'on est à six ou sept mois des élections, possiblement mais très improbablement moins ».

M. Bourassa n'a pas exclu que le budget fédéral du 27 avril, qui risque d'être douloureux pour les finances du Québec, puisse l'amener à réviser son « premier choix » de l'automne et à déclencher des élections dès ce printemps. « Tout dépend du contenu, mais ça m'étonnerait », a-t-il dit.

Le premier ministre accueilli froidement par un groupe d'anglophones

GASPÉ — Le premier ministre Bourassa a eu un aperçu de l'accueil que lui réserveront les anglophones au cours de la prochaine campagne électorale, hier, à Gaspé, où quelque 200 manifestants lui ont signifié très clairement qu'ils n'oublieront pas la loi 178 sur l'affichage commercial et la clause « nonobstant ».

« Je suis né au Québec, je parle français et j'ai beaucoup d'amis français, mais vous et votre gouvernement êtes en train de bâtir un mur de plus en plus haut entre la communauté anglophone et la communauté francophone. Vous nous séparez », lui a lancé un jeune travailleur de Gaspé, M. Randy Mullen.

Répondant à l'appel du Comité pour Anglophone Social Action (CASA), quelque 200 Anglo-Gaspésiens avaient formé une haie du déshonneur devant l'hôtel de ville de Gaspé, où M. Bourassa devait signer l'entente de développement régional Québec-Gaspésie-îles de la Madeleine.

« Le message que vous envoyez aux anglophones, c'est que nous devrions partir. On ne se sent plus chez nous. On ne se sent plus désirés », lui a dit sans détour le vice-président du CASA, M. Howard Miller.

Le premier ministre a eu beau lui demander de comprendre la situation des francophones en Amérique et de ne pas s'attacher à la seule question de l'affichage, rien n'y fit. « Vous nous sacrifiez », a répliqué M. Miller.

M. Bourassa a en a finalement

eu assez quand un ancien professeur d'origine hongroise à la barbe fleurie, M. Julius Imre, s'est mis à l'engueuler sans retenue, l'accusant de ne pas croire à la démocratie.

Les jeunes étudiants anglophones semblaient beaucoup s'amuser de ces échanges. Quelques-uns ont demandé au premier ministre d'apposer son autographe sur un pamphlet où il était écrit : « L'avenir ensemble, Together for tomorrow ». M. Bourassa s'est exécuté de bonne grâce.

Le président du CASA, M. Weston White, qui a eu une rencontre de 50 minutes avec M. Bourassa, jeudi soir, s'attend à ce qu'une très importante proportion des 14.000 Anglo-Gaspésiens annulent leur vote aux prochaines élections.

Même si M. Jacques Parizeau mise sur le mécontentement des anglophones pour que le candidat péquiste puisse se faufiler dans Gaspé, où M. André Beaudin l'avait emporté par 4.000 voix en 1985, les dirigeants libéraux du coin ne semblent pas inquiets. « Pour qui d'autre pourraient-ils voter? », a lancé le maire de Gaspé, M. Robert Pidgeon, lui-même défait à l'élection de 1981.

Un ancien candidat péquiste dans Gaspé, M. Jules Bélanger, prévoit, lui aussi, que de nombreux anglophones boudent les libéraux, mais il doute que cela soit suffisant pour faire élire le PQ.

Hier midi, à Gaspé, puis en début de soirée, à Carleton, c'était au tour des syndiqués du secteur public de se rappeler au bon souvenir de M. Bourassa. « Dans l'ensemble, leurs demandes ne sont pas déraisonnables », a-t-il déclaré, leur opposant toutefois les contraintes financières imposées au gouvernement.

Suivez-nous! ON N'A PAS FINI DE VOUS SURPRENDRE

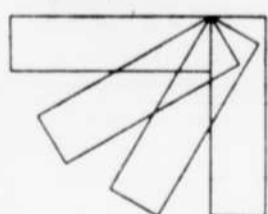
SUR TOUTE LA MARCHANDISE

dernier versement en MARS '90 ou le paiement entier en septembre '89

AUCUNS FRAIS ET INTÉRÊT



el ran



Les maîtres du meuble relax-action



TOUT EN DÉTENTE

avec ce mobilier de salon combinant le confort et l'adaptabilité du design. Le généreux rembourrage des coussins du dossier, des accoudoirs et du siège vous assure un excellent support. Les repose-pieds intégrés vous transportent dans un monde de détente inégalée. El Ran, les maîtres du meuble relax-action.

fauteuil 675⁹⁵\$
causeuse 1 015⁹⁵\$
sofa 1 315⁹⁵\$

DécoMeuble

SERVICE APRÈS VENTE 683-3471

Conditions: Sujet à l'approbation du service du crédit. Requis à l'achat: un dépôt de 10% ainsi que le paiement de la taxe de vente si applicable. Dernier versement en mars 90 en 12 versements égaux et consécutifs, dont le premier est applicable le mois suivant la date d'achat (achat minimum de 750\$). Effectuez le paiement entier sans intérêt du solde de votre achat le 1er septembre 89 ou effectuez votre premier versement le 1er octobre 89.

Vanier

Sainte-Foy

Québec

Charlesbourg

Beauport

100, Chabot (près des Haies Fleur de Lys) 683-9600

2635, Hochelaga (Place de la Cité) 657-6902

430, Saint-Sacrement 681-4124

8500, Henri-Bourassa 627-3073

4175, boul. Sainte-Anne 667-7851

POUR BIEN CONSTRUIRE ET RENOVER...

LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362
Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

VENTE DE GARAGE

10 000 VÉHICULES NEUFS

Voir en page A9

Publié en l'honneur de Michel Pagé

Un cahier souvenir soulève un problème d'envergure

Les avocats du bureau du directeur du financement des partis politiques, Me Pierre F. Côté, analysent présentement un cahier souvenir publié en l'honneur du ministre Michel Pagé afin de déterminer si cette publication contrevient à la Loi sur le financement des partis politiques.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

Ce cahier de 44 pages, avec couverture en papier glacé, a été distribué par la poste dans chacun des plus de 17.000 foyers de Portneuf, en décembre, pour marquer le 15e anniversaire de l'élection de M. Pagé comme député de cette circonscription.

On y retrouve plus d'une soixantaine d'annonceurs, pour la plupart des entreprises locales ainsi que plusieurs corporations municipales. A la une apparaissent bien en évidence la photo et le nom du député, ainsi que le logo officiel du Parti libéral du Québec.

Le cahier contient un grand nombre de photographies du ministre, illustrant diverses étapes de sa carrière politique, ainsi que des textes faisant l'éloge de ses accomplissements au bénéfice de la circonscription.

En page trois est reproduit un message du premier ministre Robert Bourassa, signé de sa main, dans lequel celui-ci écrit se joindre avec joie « aux militants du comté de Portneuf, à l'occasion du 15e anniversaire de vie politique de Michel Pagé ».

Problème d'envergure

Le directeur du financement des partis politiques, Me Pierre F. Côté, a expliqué au SOLEIL que ce cas soulevait un problème d'envergure. Il est clair que cette publication ne contrevient pas à la loi électorale puisqu'elle n'a pas été diffusée en période d'élections.

« Ce qu'on peut considérer, c'est sous l'aspect des contributions. La question qu'on se pose et à laquelle on n'a pas de réponse pour le moment, c'est : est-ce que c'est une contribution faite au Parti libéral du Québec? »

Les juristes du directeur du financement des partis politiques doivent donc décider si les annonceurs qui ont payé pour s'afficher dans ce cahier et rendre hommage à M. Pagé se sont trouvés à contribuer au PLQ. Dans ce cas, il s'agirait de contributions d'entreprises ou de corporations, alors que la loi prévoit que seuls les individus peuvent souscrire à un parti politique.

Par ailleurs, si les juristes estiment finalement qu'il ne s'agit pas « formellement, au sens de la loi, de contributions », ils devront encore se demander s'il ne s'agit pas d'un moyen de « faire indirectement ce qu'on ne peut pas faire directement », explique Me Côté.

« Il va falloir qu'on pousse notre réflexion un peu plus loin. C'est une question de quelques semaines avant de se prononcer d'une façon sérieuse et de prendre une décision. »

Le cahier souvenir sur les 15 ans de vie politique de M. Page a

été publié par l'Imprimerie Le Reveil, de Saint-Raymond.

Mme Micheline Plamondon, qui en a supervisé la réalisation, explique que l'idée lui en est venue après discussion avec une amie personnelle, Mme Manon Lavoie, qui est attachée politique au cabinet du ministre Pagé.

Au départ, raconte Mme Plamondon, on ne songeait qu'à faire un dépliant marquant cet anniversaire. Le projet a pris une autre envergure quand Mme Lavoie a montré à son amie un cahier du même type publié quelques semaines plus tôt dans la circonscription de Maskinongé, représentée par le ministre Yvon Picotte, dont c'était également le 15e anniversaire de vie politique l'automne dernier.

L'éditrice du cahier sur M. Pagé précise que le projet a été réalisé sans en informer le député qui a eu la surprise de recevoir un exemplaire du cahier le 2 décembre, lors d'une fête organisée à

son intention. La semaine suivante, les plus de 17.000 exemplaires imprimés étaient mis à la poste.

Mme Plamondon explique de plus qu'elle a écrit « au pif » à des entreprises du comté pour leur offrir d'annoncer dans ce cahier. « J'ai vendu des pages comme je le fais pour plusieurs mouvements sur lesquels on publie des cahiers spéciaux », dit-elle.

que le quart de page coûtait \$150.

Fière de la qualité du produit, Mme Plamondon ajoute qu'elle s'en sert depuis comme moyen promotionnel pour promouvoir les services de son imprimerie dont elle a justement amélioré l'équipement ces derniers mois.

LE SOLEIL
ABONNEMENT 647-3333
Extérieur: numéro sans frais
1-800-463-2362
Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h
Samedi et dimanche: 8h à 12h

LE CENTRE D'ÉPANOUISSEMENT PSYCHO-CORPOREL
à Québec depuis 1980

INSCRIPTIONS

Shiatsu	Anti-gymnastique	Suedois
Stretching	Californien	Hatha-Yoga
Polarte	Relaxation	Reflexologie
T'ai-Chi	Baladi	Méditation

DÉBUT DES COURS: 24 AVRIL
Centre de formation en massothérapie reconnu par différentes associations

675, Marguerite-Bourgeois, Québec (418) 687-1165

CLINIQUE DE JEÛNE
du LAC-BROME
Cantons de l'Est

- Repos
- Perte de poids
- Abandon de la cigarette
- Vacances santé

(514) 243-6516

L'ÉCOLE DE LANGUE LATINO-AMÉRICAINES
vous offre ce printemps 1989 des cours
D'ESPAGNOL
intensifs
Inscription jusqu'au 22 avril 1989
Information: 652-1013

PEAU SUR PEAU




Chevignon promotion 20% à 30%

70, Le Grand Champlain, Québec, G1K 4H7 418 • 692 • 5132

85, Petit Champlain, Québec, G1K 4H5 418 • 694 • 1921

Un retour remarqué...



BENOÎT DORVAL
Directeur général
Vente et Location

Nous sommes très heureux de vous annoncer le retour de M. Benoît Dorval au sein de notre équipe. Depuis plus de 20 ans dans le domaine de l'automobile et après de nombreuses expériences chez d'autres concessionnaires de la région, on peut conclure que M. Dorval sait de quoi il parle quand il s'agit de voitures et de service après-vente! Ses clients seront heureux de le revoir, ainsi que tous ceux qui désirent le rencontrer pour faire un bon achat.

ou en Location multi-marques
HYUNDAI

GALERIE DE L'AUTO 60, de la Pointe-aux-Lievres sud Québec 648-1252

LE REGARD VERT INC.
623-1455

Maitres paysagistes

Aménagement de prestige résidentiel et commercial

Micheline Gillet Desmarts et Guylaine Gillet Cimon sont co-auteurs d'un tout nouveau livre « UN JARDIN BIEN PENSÉ » guide d'aménagement paysager disponible en librairie.

L'AUVENT *distinctif...*



Service gratuit d'estimation à domicile

CBI
837-8863
Les vrais experts depuis 20 ans!

CBI inc., 21, Montcalm, Lévis, C.P. 3250 G6V 6P5

OUVERT LE SAMEDI

ENTREPOSAGE DE FOURRURES

Voûte réfrigérée, ventilée, à température contrôlée; inspection et estimation gratuites des réparations; cueillette et livraison si désirées

CRÉDIT DE 10% au comptoir, si vous venez chercher votre fourrure avant le 1er novembre 1989

LES FOURRURES
Arthur Jobin Inc.
MAIL CENTRE-VILLE QUÉBEC
525-4681
ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS 1915

OBTENEZ 1000 \$ de rabais sur un nettoyage **MARANDA LUSTRE** lorsque vous faites entreposer votre manteau chez nous. Cette offre se termine le 1er juin 1989. (1 COUPON PAR CLIENT/È)

Les JARDINS MÉRICI, un havre de paix et de nature au coeur de la ville de Québec...

Prix à partir de 76 000\$



Superficie 820 pi²

Invitation à venir visiter 688-1630

vraiment accessible...

PHASE IV
CONDOMINIUM Mérici
BUREAU DES VENTES
7, JARDINS DE MÉRICI, BUREAU 106, QUÉBEC (QUÉBEC) 418 588-1630

Selon le député-ministre Yves Séguin

Le public connaît mal l'action du caucus régional

Le député-ministre de la circonscription de Montmorency à l'Assemblée nationale, M. Yves Séguin, croit que le public connaît mal l'action du caucus des 11 députés libéraux de la région de Québec « et ça, c'est notre faute parce que nous ne nous sommes pas manifestés suffisamment! »

par JACQUES DUMAIS
LE SOLEIL

Depuis Noël, d'expliquer M. Séguin, ce caucus songe d'ailleurs à

changer son mode de communications en vigueur depuis 1985, à troquer une perception populaire de club fermé contre une attitude de dialogue ouvert avec le public sur des dossiers d'importance à long terme dans la région de Québec.

Au cours d'une entrevue récente au SOLEIL, M. Séguin a admis que ses collègues et lui-même ont l'air bien silencieux, par opposition à leurs pairs montréalais, sur l'ensemble des dossiers régionaux.

Du développement de la chute Montmorency à l'aluminerie de Portneuf en passant par les problèmes occasionnés par les usines d'épuration des eaux ou encore le financement de l'Orchestre symphonique de Québec et la « montrealisation » du gouvernement, les opinions des élus ne franchissent guère les frontières des réunions à huis clos du caucus régional.

De plus, M. Séguin convient que les députés régionaux sont peu interventionnistes à l'Assemblée nationale dans les débats d'envergure provinciale, comme l'avenir de la langue française. Rappelons qu'un simple député libéral seulement, M. Jean Leclerc, de Taschereau, a discoursé au salon bleu, en décembre, lors du duel autour de la langue de l'affichage au Québec.

Pécher par modestie

Que les représentations à l'Assemblée nationale soient plus fréquentes, M. Séguin le veut bien. Sauf que, dit-il, c'est surtout au stade des différents comités interministériels que le véritable travail se fait.

De plus, la région compte déjà un ministre responsable en la personne de M. Marc-Yvan Côté, de Charlesbourg, dont la présence et les commentaires sont acquis, cependant que le président et autre

porte-parole du caucus est M. Rémy Poulin, de Chauveau. « Sur un plan individuel, on a de la difficulté à expliquer publiquement nos points de vue par-delà ces consensus et la solidarité du caucus. Il existe aussi le problème d'appartenance très égoïste de chaque député à son comté », de dire M. Séguin.

Du point de vue de celui-ci, la confrérie libérale régionale pêche par modestie. « On a des réunions toutes les semaines. On brasse des dossiers. On fait beaucoup d'actions gouvernementales. Sauf qu'on n'a pas développé une dynamique de communications... On se rend compte qu'on pourrait être plus visibles pour les expliquer davantage, les commenter, faire des bilans, des rencontres de presse... On a l'intention de corriger cela. »

Le député-ministre note toutefois que « chaque dossier relève

quand même d'un député qui est là dans son comté. Le caucus n'est que le rassemblement des différents comtés où l'action sur le terrain n'est pas négligeable. »

Dans le dossier de la chute Montmorency, qui déborde la scène régionale, dans sa propre circonscription, M. Séguin relate qu'il a effectué une consultation « intense », mais en privé, avec tous les maires de la Communauté urbaine, lesquels ne voulaient pas voir s'implanter à un centre de congrès qui eût concurrencé celui de la ville de Québec. « On aurait pu faire cette consultation autrement. Ce serait quelque chose à travailler », dit-il.

Titulaire des portefeuilles du Travail et du Revenu, M. Séguin se définit comme un partisan de la communication « non pas dans le sens du marketing », mais bien plutôt du dialogue afin de susciter des discussions publiques.

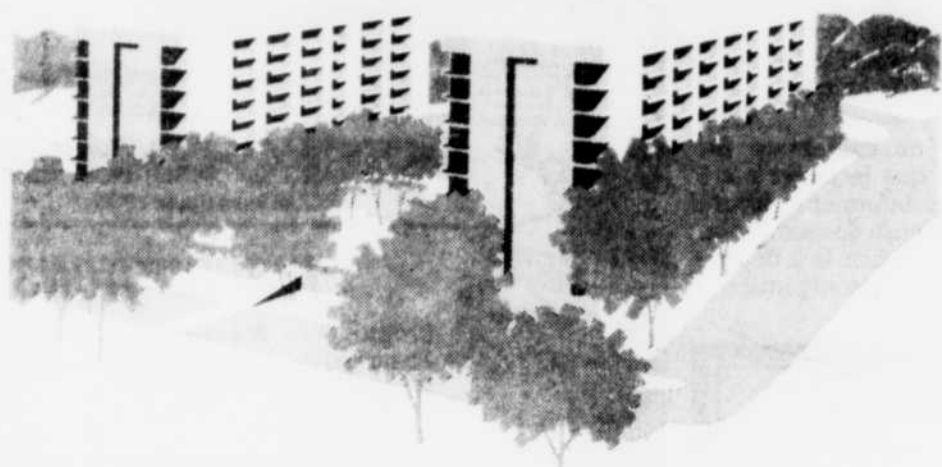
Côte-Nord : approbation du programme d'accès à des services de santé en anglais

(PC) — Le programme d'accès à des services de santé et aux services sociaux en langue anglaise pour la région de la Côte-Nord a été approuvé par le conseil des ministres à sa séance de mercredi et est maintenant en vigueur.

planté après avoir franchi toutes les étapes prévues à la loi 142.

Cette loi prévoit que les Conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) doivent préparer des programmes d'accès permettant aux Québécois d'expression anglaise de recevoir dans leur langue les services de santé et les services sociaux normalement dispensés à la population du Québec.

le manoir MANRÈSE



RÉSIDENCE POUR LES RETRAITÉS

CONFORT • SÉCURITÉ • BIEN-ÊTRE
MAGNIFIQUE VUE SUR LES LAURENTIDES

STUDIOS DISPONIBLES
SUR DEMANDE
2 REPAS PAR JOUR ET
ENTRETIEN MÉNAGER INCLUS
À PRIX TRÈS COMPÉTITIFS!

- un choix de studios, 3 1/2 et 4 1/2 (semi-meubles)
- surveillance vidéo aux portes principales
- infirmières 24 heures/jour
- service de pastorale
- minibus
- activités sociales
- salle à manger (repas facultatifs)
- balcons individuels
- piscine intérieure
- salon de coiffure
- accommodation
- médecin, podiatre
- salons pour les loisirs et la détente
- bibliothèque
- service bancaire par la Caisse Populaire Belvédère

Heures d'ouverture:

le manoir
MANRÈSE

du lundi au vendredi
de 10 heures à 17 heures
les samedis et dimanches
de 13 heures à 17 heures
Bureau de location:
700, avenue Murray, Québec
Tél.: 683-6438

Venez visiter nos appartements modèles

spectacle
GRATUIT

le piano qui jouait SEUL

Une histoire croyez-vous?

La réalité dépasse souvent la fiction!

exemple, ce piano qui en plus d'exécuter des oeuvres enregistrées sur disquettes par les plus grands virtuoses, dirige tout un orchestre simulé par des synthétiseurs.

AUJOURD'HUI, entre 9h et 17h

spectacle démonstration à la mesure du nouveau LeGrand musique.

En plus profitez de réductions

de 10% à 30%

sur l'ensemble des instruments à notre nouveau magasin



M U S I Q U E

le grand magasin de musique à votre portée!

boul. de la Capitale
sortie boul. St-Jacques

Centre Métrobec

voisin des Galeries
de la Capitale
842-6164

La magie de 'HALOGENE!

176\$
Lampe halogène suspendue 100 watts avec verre dépoli de 19 po de diam. Noir mat ou blanc mat.

49\$
Lampe halogène encastrée blanche 50 watts avec déflecteur à rainures noires. Transformateur inclus (ampoule en sus).

224\$
Lampe halogène suspendue 150 watts avec verre diffuseur de 20 po de diam. Noir mat.

149\$
Lampe halogène de plancher à double intensité d'éclairage 300 watts. Noir mat ou blanc.

85\$
Lampe halogène de bureau à double intensité d'éclairage orientable 50 watts. Noir ou blanc.

MULTI LUMINAIRE

Le Magicien de la lumière

Lévis: 95 K, route Kennedy 833-3258
Neufchâtel: 4096, boul. de l'Auvergne (coin de l'Ormière) 842-1601
Québec: 1225, boul. Charest Ouest 527-9991

Arthabaska - Brossard - Drummondville - Galineau - Granby - Laval - Lévis - Longueuil - Neufchâtel
Pointe Claire - Québec - Repentigny - Rimouski - Shawinigan - Sherbrooke - Trois-Rivières

Les immigrants invités à préserver nos valeurs culturelles

Devant l'importance grandissante que prend le phénomène de l'immigration le gouvernement québécois considère qu'il est essentiel de mettre les efforts nécessaires en vue de l'intégration harmonieuse des immigrants. Mais en retour, il demande l'appui des immigrants pour préserver les valeurs culturelles et linguistiques du Québec.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Prenant la parole au colloque sur l'intégration des immigrants organisé par la Confédération des associations linguistiques et culturelles de Québec (CALCQ), Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et ministre délégué à la Condition féminine, a soutenu que le processus d'intégration des immigrants passe nécessairement par un apprentissage du français.

Elle a soutenu devant les quelques 150 représentants des différentes communautés culturelles

qui participent à ce colloque qui prend fin aujourd'hui, à l'université Laval, que cet apprentissage est important, tant pour les nouveaux Québécois que pour la majorité francophone. Elle a rappelé qu'au chapitre de la seule formation linguistique, le ministère aura vu son budget quadrupler entre 1987 et 1989.

Elle a ajouté que le gouvernement du Québec entendait mieux faire connaître le Québec à l'étranger. Nous envisageons, dit-elle, d'offrir des cours de français aux futurs immigrants dans leur pays d'origine.

Manque de services d'accueil

Par ailleurs, le président de la CALCQ, M. Adrien Bastien, a sou-

tenu que l'immigration n'était plus un phénomène montréalais. Les immigrants, dit-il, choisissent de plus en plus de s'établir dans les différentes régions du Québec, déplorant le manque de services d'accueil au niveau des municipalités et le fait que les fonctionnaires

du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration soient centralisés à Montréal.

La CALCQ qui regroupe 26 associations d'origines ethniques diverses a comme objectifs, de préciser M. Bastien, de travailler à

l'accueil des immigrants et d'assurer une collaboration permanente avec les organismes gouvernementaux et privés. Il a souligné que ce colloque est le premier du genre à être organisé dans la région de Québec.

Le recteur de l'université Laval,

M. Michel Gervais agissait comme président d'honneur de ce colloque et le maire de Québec, M. Jean Pelletier comme parrain. Mme Suzanne Duplessis, député du comté de Louis-Hébert, représentait le ministre d'État au Multiculturalisme, M. Gery Weiner.

Un autre organisme soulève des doutes sur la capacité de financement des mesures de santé

MONTREAL — Un autre organisme a émis des doutes, hier, sur la capacité de la ministre Thérèse Lavoie-Roux de financer toutes les mesures de son énoncé de politique sur la santé avec un maigre \$150 millions.

Après plusieurs syndicats et établissements de santé, c'était au tour de l'Association des hôpitaux (AHQ), hier, de louer les grands

objectifs « audacieux et originaux » de la ministre, tout en se demandant comment elle ferait pour financer ces réformes.

La ministre elle-même avoue,

dans son énoncé, vouloir injecter \$400 millions par an. Or elle ne dispose que de \$150 millions du Conseil du trésor. Où ira-t-elle chercher les \$250 millions qui lui manquent ?, s'interroge le président de l'AHQ, M. Charles Chamard.

Deux solutions proposées par la ministre, soit la taxe sur les ali-

ments dommageables pour la santé et le remboursement d'une partie des soins dispensés aux conducteurs en état d'ébriété, sont « des peanuts par rapport aux besoins » du système de santé, croit pour sa part le vice-président exécutif Jacques Nadeau.

Il faudrait « au moins doubler » ce montant de \$150 millions.

VENTE DE GARAGE

9,99% D'INTÉRÊT*

10 000 GM NEUVES À VENDRE EN 10 JOURS

DU 17 AU 28 AVRIL SEULEMENT.

TOUS LES PRIX SONT RÉDUITS AU MAXIMUM SUR TOUS LES MODÈLES 89 EN STOCK.

• FINANCEMENT SUR PLACE • RÉPONSE RAPIDE

Voyez votre concessionnaire GM pour plus de détails.



*Le taux de crédit à 9,99% s'applique à toutes les voitures GM, aux camionnettes compactes et aux véhicules récréatifs Blazer et Jimmy séries S neufs 1989 et 1988 achetées à partir du stock d'un concessionnaire participant entre le 14 mars 1989 et avant la fermeture des bureaux le 28 avril 1989. Offre en vigueur pour les achats au détail seulement. Elle ne s'applique pas aux commandes à l'usine, aux parts et aux véhicules de location. Cette offre est réservée aux acheteurs au détail finançant leur achat pour une durée maximum de 48 mois auprès de GMAC. Cette offre peut s'appliquer au montant d'achat total du véhicule.

VIENS CHEZ NOUS. ÇA ROULE.

CHEVROLET
Beretta
Camaro
Caprice
Cavalier
Corsica
Corvette
Celebrity
Sprint

OLDSMOBILE
88 Royale
Cutlass Calais
Custom Cruiser
Cutlass Ciera
Cutlass Supreme
Ninety Eight Regency
Toronado

PONTIAC
6000
Bonneville
Firebird
Firefly
Grand Am
Grand Prix
Safari
Sunbird
Tempest

BUICK
Century
Electra
Electra Estate
Le Sabre
Reatta
Regal
Riviera
Skylark

CADILLAC
Allante
Brougham
De Ville
Eldorado
Fleetwood
Seville

CAMION CHEVROLET
Chevrolet S-10
Blazer S/V
Suburban
Sportvan
Astro
Chevy Van
Pick-up C/K
Tracker

CAMION GMC
GMC S-15
Jimmy S/V
Suburban
Rally
Safari
GMC-Vandura
Pick-up C/K
Tracker

LES CONCESSIONNAIRES



DU QUÉBEC

Retrait d'Ottawa concernant le financement de l'assurance-chômage McDougall suggère d'attendre le dépôt du budget

OTTAWA — La ministre de l'Emploi et de l'Immigration Barbara McDougall a qualifié hier de spéculatives les informations selon lesquelles Ottawa aurait décidé de se retirer complètement du financement de l'assurance-chômage.

par GUY TAILLEFER de la Presse canadienne

Aux Communes, elle a suggéré aux partis d'opposition, qui la pressaient de questions à ce sujet, d'attendre le budget que déposera dans près de deux semaines, en Chambre, le ministre des Finances Michael Wilson.

Le quotidien Le Devoir écrivait:

hier, que le gouvernement fédéral s'appretait à faire payer tout le régime de l'assurance-chômage par les employeurs et les employés.

Le gouvernement couvre actuellement 26% des frais de l'assurance-chômage — il y a consacré la somme de \$2,8 milliards en 1988. Employeurs et employés ont quant à eux versé, par leurs cotisations, \$11,3 milliards au système.

M. Wilson annoncerait lors de son budget, selon le quotidien montrealais, une augmentation de \$2 à \$2,5 milliards des cotisations des employeurs et des employés.

« Cela veut dire que chaque employé et chaque employeur devront déboursés 15% de plus en contributions », a dénoncé hier aux Communes le député néo-démocrate Steve Langdon. « Est-il juste de payer plus pour recevoir moins de bénéfices? » a-t-il demandé.

L'opposition libérale a réclamé de son côté que le projet de ré-

forme de l'assurance-chômage, rendu public mardi par Mme McDougall sous forme de livre blanc, fasse dès la semaine prochaine l'objet d'études devant le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

Le libéral Warren Allmand pense en outre que ce comité parlementaire devrait entreprendre dans les plus brefs délais des audiences publiques à ce sujet à travers tout le Canada.

Mme McDougall a déclaré que les députés auraient tout le loisir d'étudier la réforme en comité des

qu'un projet de loi aura été déposé aux Communes. Le projet de loi de mise en oeuvre de la réforme doit être présenté en Chambre à la fin du mois de juin.

Le gouvernement veut retrancher, en vertu de son projet de réforme, la somme de \$1,3 milliard aux prestations versées annuellement aux chômeurs afin d'en réinvestir la plus grande partie dans la formation et le recyclage de la main-d'oeuvre.

Les partis d'opposition y voient un détournement de fonds et une érosion des programmes sociaux canadiens. Le gouvernement se défend en répliquant que le « statut quo n'est pas sacré » et que, en

tout état de cause, le Canada continuera de consacrer la même proportion qu'auparavant de son PNB — 2,24% — à son régime d'assurance-chômage.

POUR MIEUX CONSOMMER...

Le meilleur consommateur du monde. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection du consommateur.

LE SOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, contactez le numéro sans frais: 1-800-463-2242
HEUREUX D'ÊTRE VOTRE
Lecteur au numéro: 7000 à 17000
Samedi et Dimanche: 6000 à 2000

LE MANOIR ARCHER

Au coeur de la vie... ...de la vie sociale

Le Manoir Archer de Sainte-Foy, cest au coeur de la vie sociale. Le propriétaire, monsieur Lorenzo Davoni, a pensé offrir aux retraités et aux pré-retraités un nouveau complexe immobilier de 75 logements.

Ce manoir pour personnes autonomes offre à ses résidents tous les services auxquels ils peuvent rêver. Situé au 2828, sur la rue Général-Tremblay, à Sainte-Foy, le Manoir Archer est à proximité de tout: des centres commerciaux, des églises, du CHUL, d'un gros dépanneur, des autobus urbains et interurbains, etc.

Sur place, un animateur social est disponible pour vous aider à planifier vos loisirs, à votre goût, sans aucune obligation, ce qui permet aussi à chacun de conserver, à sa guise, autonomie et liberté d'action.

Si vous ne voulez pas recevoir quelqu'un dans vos appartements modernes, vous pouvez toujours aller vous détendre dans les salles communes qui ont été aménagées pour vous. A moins qu'avec un petit groupe, vous ne préférez

Le coeur de la vie sociale, cest aussi le petit potager que vous pourrez préparer, au printemps, devant le manoir, ou la salle de bricolage pour ceux qui s'adonnent, ou l'inscription dans un club de marche pour découvrir le quartier; ou

Et pour profiter de cette vie sociale, le Manoir Archer vous offre des suites à votre image. Vous choisissez celle qui vous convient le plus puisque le Manoir compte huit studios, ou gentillhommières d'une pièce et demie; 60 appartements de trois pièces et demie; et sept logements de quatre pièces et demie, comptant deux chambres à coucher.

Vous aurez plus de renseignements en téléphonant à la coordonnatrice, Pierrette Girard, que vous pouvez rejoindre en composant le 657-2828.

Le Manoir Archer est situé à quelques pas de l'intersection de la route de l'Église et du boulevard Laurier.

Pour location:
studio \$995,
3 1/2 \$1195

2828, Général-Tremblay, Ste-Foy 657-2828



L'INSTITUT: UNIQUE À QUÉBEC

Depuis 23 ans, L'INSTITUT D'INFORMATIQUE DE QUÉBEC occupe dans l'enseignement de l'informatique tout d'une longue expérience. L'INSTITUT permet aux étudiants d'acquiescer une formation reconnue. En effet, les cours sont donnés par des professeurs qualifiés assurant aux étudiants un encadrement rigoureux personnalisé.

De plus, L'INSTITUT PRÊTE UN MICRO-ORDINATEUR à chaque étudiant inscrit à temps plein au cours de programmation analytique. Avant toute la durée de sa formation, l'étudiant complète donc chez lui, la formation qui reçoit en classe.

Ainsi, si vous désirez atteindre de nouveaux sommets de réussite en étudiant dans un environnement stimulant, communiquez dès maintenant avec nous.

avec nous, l'avenir vous appartient

Notre prochain cours de programmeur-analyste (no 420.51) débute bientôt. Il est grand temps de vous inscrire en communiquant dès maintenant avec nous.

INSTITUT D'INFORMATIQUE de Québec Inc.
UNE FORMATION RECONNUE
335 Chemin Sainte-Foy, Québec, 687-5801

La protection du français au Québec Cri de solidarité du conservateur DeBlois à Bourassa

OTTAWA — Plusieurs députés québécois francophones à Ottawa se sentent déçus lorsqu'il est question de la protection du français. Le conservateur Charles DeBlois, tout comme le libéral Jean-Claude Malépart, a choisi lui de ne pas réprimer son cri du coeur aux Communes, défendant la loi 178 de Robert Bourassa, « mon frère de race, mon frère de culture. »

par PIERRE-PAUL NOREAU LE SOLEIL

Il y a déjà une semaine que l'ex-journaliste, maintenant député de Montmorency-Orléans, a terminé son plaidoyer en faveur du Discours du trône conservateur par un bref mais vibrant commentaire sur le dossier de la langue. Sa « sortie » faisait évidemment suite à celles des chefs John Turner et Brian Mulroney qui avaient condamné en termes non équivoques le recours à la clause dérogatoire par le gouvernement du Québec.

« Si on veut promouvoir le français comme la Cour suprême nous l'y autorise, a lancé M. DeBlois en Chambre, il faut être pratiques, pragmatiques, et à cet

au SOLEIL pourquoi il avait choisi d'intervenir dans ce débat.

Solidarité

Charles DeBlois se considère avant toute chose comme un Québécois et c'est d'ailleurs à ce titre qu'il tient à servir dans la capitale fédérale. « Aussi, devant les attaques contre le premier ministre du Québec, j'ai senti le besoin d'affirmer ce que j'ai toujours dit depuis décembre, bien que peut-être pas publiquement, soit d'exprimer ma solidarité avec le premier ministre du Québec. »

Et il a même été plus loin dans son discours, fustigeant directement John Turner qui avait parti le bal. « J'ai honte des propos du chef de l'opposition et je pense qu'à cet égard-là, je suis fier des propos de mon chef, monsieur le premier ministre, et du discours du Trône. »

En entrevue, Charles DeBlois avoue s'être peut-être laissé emporter sur ce dernier plan, par sa fougue, et aussi peut-être, par une certaine partisanerie. En fait, pas

plus M. Turner que M. Mulroney n'ont endossé le recours à la clause « nonobstant » par Robert Bourassa.

De toute manière, Charles DeBlois estime personnellement qu'il y avait lieu de faire une mise au point. Il admet que c'est évidemment plus facile pour lui de prendre position sans trop de nuances en faveur du Québec, que pour les deux chefs de parti qui doivent, eux, tenir compte des intérêts de l'ensemble du pays.

« Et je pense, moi, que M. Mulroney ne doit pas être fâché que des députés québécois s'expriment ainsi pour défendre le français, car lui ne peut aller aussi loin. »

Il partage d'autre part l'avis du chef libéral voulant que la décision du Québec en matière d'affichage ait suscité une certaine intolérance dans d'autres régions du pays. Mais, Charles DeBlois s'attendait au moins à ce que l'ex-premier ministre fasse preuve dans son analyse d'une certaine com-

préhension à l'égard du geste du gouvernement québécois. Ce ne fut pas le cas. « Or, à mon avis, c'est le moins mauvais moyen qu'a utilisé M. Bourassa pour se porter au secours d'une culture et d'une langue en péril au Québec dans cette mer anglophone continentale.

Le prix à payer selon le député est élevé puisque par sa décision, le gouvernement du Québec touche aux droits de la personne. Il doit alors vivre, comme l'avait dit Pierre Trudeau à l'époque au sujet de la clause dérogatoire, avec la sanction de l'opinion publique, conclut M. DeBlois sur ce sujet.

Par ailleurs, ce dernier, dans son même discours aux Communes, « est offert une bonne critique sur le dos de ses anciens collègues, les journalistes. Il a

expliqué trouver « humiliant et choquant » de voir que certains chroniqueurs parlementaires ne s'intéressent qu'aux grands sujets nationaux et ne se penchent pas du tout sur ce que les députés d'arrière-ban font dans leurs circonscriptions lorsque le Parlement ne siège pas.

Au moment de l'entrevue, il avait s'agréé lui-même surpris, par son agressivité, les mots ayant peut-être dépassé sa pensée. Il revient sans doute à la presse hebdomadaire et locale, dont il vante d'ailleurs les mérites chez lui, de faire le travail de comté, reconnait-il. « Je regrette mes propos et j'espère ne pas avoir blessé inutilement des confrères pour une profession que j'aime beaucoup et à laquelle je n'ai pas dit adieu... »

LORCA

COIFFURE


LA BOÎTE À COUPE

Ouverture le 20 avril 1989

Place LAURIER

658-6778

(entrée # 4, face à la Brasserie Olympique)



Chouk's
Équipe artistique
Coiffure Marc Houde
Photo: Martine Monique

Coiffure **Marc HOUDE**

2868, rue Montreuil, Sainte-Foy 653.56.80
(Angle route de l'Église)
Service de stationnement avec valet

NOUVELLE ADRESSE



Me Jean-Pierre Magnan, notaire, est heureux d'annoncer à sa distinguée clientèle qu'il exerce désormais sa profession à Place Laurier, Edifice Champlain, bureau 5000, 2700, boulevard Laurier, à Sainte-Foy. Vous pouvez le rejoindre au numéro de téléphone suivant: 651-2425.

DÉJEUNER-CAUSERIE

LA QUALITÉ SELON LES RESTAURANTS MCDONALD'S



Dans le cadre de son congrès annuel l'Association des restaurateurs du Québec reçoit

MONSIEUR PIERRE LADOUCEUR
Directeur du marketing
LES RESTAURANTS MCDONALD'S

LE LUNDI 24 AVRIL À MIDI
HÔTEL LOEWS LE CONCORDE
SALLE BORDUAS

SUJET:
COMMUNIQUER LA QUALITÉ
PRIX DU BILLET: 25 \$

RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS
(514) 527-9801



PARCE QU'UN VOTE ÇA COMPTE...

LA DISTANCE NE COMPTE PLUS.

LES QUÉBÉCOIS QUI SONT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC ONT MAINTENANT DROIT DE VOTE.

La nouvelle Loi électorale du Québec donne aux Québécoises et aux Québécois qui sont à l'extérieur du Québec depuis moins de dix ans, la possibilité de voter par correspondance.

Pour exercer ce nouveau droit, il faut être inscrit au REGISTRE DES ÉLECTEURS HORS DU QUÉBEC. Pour s'y inscrire, les personnes intéressées doivent en faire la demande au Directeur général des élections.

Les inscriptions au registre seront effectives le 24 avril 1989, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi électorale.

Pour obtenir un formulaire ou pour de plus amples renseignements concernant le vote des Québécois hors du Québec, écrivez au:

Directeur général des élections
Service aux électeurs hors du Québec
3460, rue de La Pérade
Sainte-Foy (Québec)
G1X 3Y5

ou composez pour la région de Québec: 643-5380 à l'extérieur de Québec (sans frais): 1-800-463-4378.

AIDEZ-NOUS À LES INFORMER:

Si vous connaissez un parent ou un ami qui peut se prévaloir de son droit de vote, rendez-lui service!

Faites-lui parvenir le formulaire d'inscription, ou communiquez avec le Directeur général des élections pour qu'il lui fasse parvenir un formulaire d'inscription au registre.

VOTE DES QUÉBÉCOIS HORS DU QUÉBEC

Le Directeur général des élections du Québec
Pierre-F. Côté, C.R.

parce qu'un vote, ça compte

Gratis

les 5, 12, 19 et 26 avril

CLINIQUE DE VERIFICATION


Les mercredis du magnéto cassette

Tous les mercredis du mois d'avril vous pouvez faire vérifier gratuitement votre magnétocassette par nos spécialistes.

Quelle que soit la marque de votre magnétocassette nous effectuons sans frais des vérifications techniques telles que: mesure de torque, de vitesse, de pliage, de scintillement, d'azimut de distorsion, de niveau d'enregistrement, de réponse en fréquence.

De préférence sur rendez-vous au 653-7768

Cette offre ne s'applique pas aux magnétocassettes portables.



rotac
électronique inc.

2873, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
Fermé le lundi / 6 salles d'écoute
Service spécialisé en audio de toutes marques
Magasin 653-7768

Le Parti libéral du Canada réfléchit à son avenir

MONTEBELLO — Cloué dans l'opposition, le Parti libéral du Canada (PLC) se cherche. Pour certains des 200 libéraux qui se réunissent pour une fin de semaine de réflexion à Montebello, l'essentiel de la réponse est un nouveau chef. La plupart conviennent cependant que des idées neuves sont aussi nécessaires pour redonner sa vigueur au parti.

par PIERRE PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Du côté de l'organisation de cet événement appelé Conférence de Montebello, on insiste sur cette dimension du nécessaire renouvellement des idées. Mais la présence anticipée des Paul Martin, Clifford Lincoln, Lloyd Axworthy, Michel Robert, Francis Fox, de même que de certains émissaires de Jean Chrétien et du parti libéral ontarien de David Peterson ouvre toute grande la porte aux plus belles spéculations relatives à l'éventuelle succession de John Turner.

Pour sa part, l'ex-ministre Rémi Bujold qui a dirigé l'organisation libérale fédérale au Québec lors de la dernière élection, ne se fait pas d'illusions sur les inévitables jeux de coulisse qui accompagneront l'exercice de réflexion. « C'est évident que c'est une très

bonne réunion pour tâter le terrain. » Il manquera cependant deux gros joueurs, puisque Jean Chrétien a choisi de faire campagne avec les libéraux de Terre-Neuve pour le scrutin provincial de jeudi et que John Turner ne sera pas présent. Ils ont bien sûr malgré tout des yeux et des oreilles sur place.

M. Bujold croit tout de même que certains autres voudront en profiter pour marquer des points. Ceux-ci n'ont d'autres choix que de le faire par les idées qu'ils mettront sur la table, croit-il. Dennis Dawson, ex-député de la région de Québec, abonde dans le même sens.

Ce dernier est particulièrement bien placé pour mettre l'événement en perspective puisqu'il est parmi le nombre restreint de libéraux à être associés depuis plusieurs années au groupe Grind-

stone directement à l'origine du projet.

Ce groupe se réunit annuellement en privé sur une île de la rivière Rideau afin de se pencher sur l'avenir du libéralisme, le rôle du PLC et sur la meilleure façon d'aborder les problèmes auxquels fait face le Canada. « Ces gens-là sont orientés vers les politiques beaucoup plus que vers les personnalités » résume M. Dawson pour bien les distinguer des libéraux préoccupés par les questions de leadership.

En octobre 1979, à la suite de la défaite du parti aux mains des conservateurs de Joe Clark, le groupe Grindstone avait cependant cette fois jugé bon d'élargir le débat et d'agir publiquement. On avait donc réuni 250 personnes à Winnipeg pour discuter des avenues de renouveau sur lesquelles devrait s'engager le Parti libéral. L'exercice n'avait pas eu toutes les retombées escomptées puisque les conservateurs devaient perdre le pouvoir quelques mois plus tard, le PLC ramenant le démissionnaire Pierre Trudeau à sa tête.

Pas mûr
Après la défaite de 1984, évalue

M. Dawson, le PLC n'était pas mûr pour une discussion du même type. « ayant le sentiment d'un gouvernement en exil et croyant à l'auto-destruction du gouvernement conservateur. » Mais la défaite du 21 novembre dernier force maintenant selon lui le PLC à vraiment adopter une nouvelle approche et à développer des politiques et des attitudes susceptibles de rallier les Canadiens derrière lui pour relever les défis de l'an 2000. Pour l'instant les tiraillements apparaissent entre autres nombreux sur plusieurs grands dossiers, notamment la constitution et le libre-échange.

Deux semaines après les élections générales, le groupe Grind-

stone mettait donc en branle la Conférence de Montebello.

L'ordre du jour est volontairement très large et ouvre la porte aux discussions de toute nature, signale M. Dawson. A ceux qui ont des idées de les mettre sur la table, et tant mieux pour ceux qui cherchent à se mettre en valeur, s'ils réussissent ainsi à le faire.

Le nouveau député torontois Dennis Mills, un proche collaborateur de Pierre Trudeau entre 1980 et 1984, est de ceux qui entendent s'engager à fond dans cet exercice. Il ne veut surtout pas voir dégénérer la fin de semaine en un affrontement de clans. Même si plusieurs croient qu'il pourrait lui-même se retrouver au

coeur d'une course à la direction du parti, ce qu'il ne nie pas vraiment, il estime qu'il est temps pour les libéraux de s'interroger avec sérieux sur les politiques de l'avenir. « Vous savez, à peu près 70 % du présent caucus libéral est constitué de nouveaux députés. C'est un moment idéal pour développer un esprit de corps et de nouvelles idées. »

Plus d'une centaine de libéraux étaient déjà sur les lieux en début de soirée hier. Une vingtaine de grévistes de la compagnie Voyagieur appartenant au député Paul Martin n'ont pas manqué de venir « saluer » leur propriétaire et de rappeler aux libéraux et aux médias leur grave problème de relations de travail.

Enquête sur les accidents dans les transports

Une législation claire réclamée pour prévenir toute dissension

OTTAWA (PC) — Le personnel de bureau que s'approprie à créer le gouvernement fédéral pour enquêter sur les accidents dans les transports pourra faire preuve d'une communauté de vues dans la mesure où la législation aura clairement départagé les responsabilités au sein de cet organisme, affirme le président du Bureau canadien de la sécurité aérienne.

Ken Thorneycroft, dans le rapport annuel du bureau, rendu public hier, indique que ces définitions précises sont nécessaires pour prévenir les dissensions internes qui ont miné son agence.

Le ministre des Transports, Benoît Bouchard, avait annoncé que

le bureau actuel de neuf membres serait remplacé par une nouvelle agence fédérale, responsables des enquêtes pour les accidents ferroviaires, aériens ou maritimes.

Les dissensions au sein de l'actuel Bureau de la sécurité aérienne étaient apparues lors de l'enquête sur l'écrasement de Gander, en décembre 1985, dans

lequel 256 personnes avaient trouvé la mort.

Dans le rapport final, cinq membres du bureau imputaient l'accident à l'accumulation de glace sur les ailes, alors que les quatre autres concluaient à un incendie ou une explosion à bord de l'appareil.

« Le problème sous-jacent, cependant, est plus complexe qu'une divergence d'opinion à propos d'un rapport d'accident important ou sur l'enquête menée », précise toutefois M. Thorneycroft dans le rapport annuel.



Parce que la musique a le don de nous transporter.

Audi est fière de présenter
l'Orchestre philharmonique de Munich sous la direction de Sergiu Celibidache.
Le Grand Theatre de Québec. Le 18 avril à 20h.

Cent messages le jour



Sans messages le soir

Toute la journée on vous a interrompu, bombardé de messages. Mais le travail c'est le travail. Dans la même veine, le cinéma c'est le cinéma. Même à la télé. Et il n'y a que le canal de films qui puisse vous offrir du vrai cinéma, chez vous et sans messages... publicitaires.

- plus de 80 films par mois • version intégrale
- minimum de 25 primeurs
- guide horaire mensuel gratuit

Abonnez-vous en téléphonant à votre câblodistributeur



Du cinéma sans coupures, chez vous!

SUPER ECRAN
LE CANAL DE FILMS

Accusations de fraude et d'abus de confiance déposées contre le député conservateur Grisé

LONGUEUIL (PC) — Des accusations de fraude et d'abus de confiance ont été déposées, hier, au palais de justice de Longueuil, contre le député conservateur de Chambly, M. Richard Grisé.

Le député devra comparaître le 31 mai sous trois chefs d'accusation de fraude aux dépens du gouver- nement fédéral et huit chefs d'abus de confiance. Les plaintes font suite à une enquête qui avait été instituée, il y a maintenant sept mois, par la Gen-

darmerie royale du Canada (GRC).

Dans un premier dossier, il est accusé d'avoir fraudé le gouvernement fédéral pour une somme globale de \$4.000, en février et mars 1986, en concluant des contrats fictifs avec trois personnes qui devaient être embauchées pour travailler à son bureau d'Ottawa.

Dans un deuxième dossier, le ministre public, représenté par Me Michel Patenaude, lui reproche d'avoir commis cinq abus de confiance relativement à des pots-de-vins d'un montant total de \$4.200 qui auraient été versés par des compagnies à la société Richard Grisé International (Sorg)

lors de la construction d'un centre communautaire à Saint-Bruno, en banlieue de Montréal.

S'il est reconnu coupable, le député sera passible d'une peine maximale de dix ans sous les accusations de fraude et de cinq ans sous les accusations d'abus de confiance.

Âgé de 45 ans, M. Grisé a été élu pour la première fois en 1984 et réélu en novembre dernier.

Par ailleurs, l'ex-président de l'Association conservatrice de la même circonscription, M. Joseph Hamelin, doit aussi comparaître, le 8 mai, sous diverses accusations dont celle de fraude et d'avoir accepté des pots-de-vin.

En Bref...

■ Nouveau cabinet albertain

EDMONTON (PC) — Le nouveau cabinet albertain a été assermenté, hier matin, alors que le premier ministre Don Getty y a ajouté 10 nouveaux visages et un nouveau portefeuille. Ralph Klein, ex-maire très populaire de Calgary, a obtenu le prestigieux ministère de l'Environnement, alors que Jip Horsman, ministre-clé des précédents gouvernements Lougheed et Getty, conserve le portefeuille des Affaires intergouvernementales et devient aussi vice-premier ministre et leader du gouvernement en Chambre. Le premier ministre Getty, qui a été battu dans son comté d'Edmonton-Whitemud lors des élections du 20 mars, demeure à son poste jusqu'à la tenue d'élections complémentaires dans le comté de Stettler, le 9 mai. Un nouveau poste a aussi été créé, celui de ministre délégué à la Famille et aux Services sociaux.

■ Procureur général hué

GARDEN HILL, Manitoba (PC) — Environ 500 Indiens de la réserve de Garden Hill, au Manitoba, ont copieusement hué le procureur général de cette province hier parce que celui-ci a d'abord refusé de signer un document revendiquant le droit des autochtones à un gouvernement autonome. Après des instants plutôt houleux, Jim McCrae a finalement endossé la déclaration, non sans avoir d'abord téléphoné au premier ministre conservateur Gary Filmon, qui était à Winnipeg, à 450 kilomètres de là. Ces événements se sont produits dans le cadre d'une audience sur l'accord constitutionnel du lac Meech.

■ NPD-Québec: Gaétan Nadeau tentera de se faire élire

MONTRÉAL (PC) — Au congrès du Nouveau Parti démocratique du Québec, fin avril, Gaétan Nadeau tentera d'arracher à Roland Morin le poste de chef du parti et de faire élire à ses côtés une équipe décidée à faire du NPD-Québec un parti provincial autonome et indépendant du parti fédéral. Le candidat Nadeau, âgé de 35 ans, a eu l'occasion de voir « dans toute leur splendeur » les difficultés que posent les structures du NPD lors de la dernière campagne électorale fédérale alors qu'il était candidat dans la circonscription de Hochelaga-Maisonneuve. Il avait tout de même recueilli 21 % du vote. Gaétan Nadeau milite au sein du NPD depuis trois ans. Il est actuellement membre de la commission de développement économique du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM). Le congrès du NPD-Québec réunira quelque 200 à 300 délégués les 28, 29 et 30 avril au cégep Maisonneuve.



BA
BENOÎT BOUCHARD
ASSURANCES inc.
a le plaisir d'inviter

les professionnels de l'assurance-vie à une journée d'étude sur la prospection et les techniques de vente qui se tiendra le **jeudi 20 avril 1989 à 20 heures**, à l'Auberge des Gouverneurs (centre-ville) 690, boul. Saint-Cyrille Est, Québec

Les conférenciers

L'attitude mentale dans la vente

L'analyse des besoins, un outil de prospection

La prospection, première étape dans un service de qualité

Savoir produire sans se détruire



Jean Savard
Psycho-pédagogue



Marc Pelletier
Directeur de la formation L'Industrie-Alliance



Serge Vallee
Vice-prés. des opérations commerciales Transamerica du Canada



Dr. Gilles R. Lapointe
Médecin

Veuillez confirmer votre présence avant le mardi 18 avril à 16 heures, au 658-4678 ou 1-800-463-1807

DE 1984...

JE «COURSE» AU PETIT QUARTIER

Du 13 mars au 22 avril, Le Petit Quartier fête ses 5 ans et vous donne la chance de gagner un des prix suivants:

- un voyage à New York (3 nuits), d'une valeur de 1 200 \$ et 1 500 \$ d'argent de poche

- un «scooter» Yamaha

- un des 15 sacs à roulettes pour le magasinage

- une des 4 fins de semaine de rêve à Charlevoix,



C'est notre façon de vous remercier... après 5 ans de bon voisinage!

Les tirages auront lieu au Petit Quartier les samedis 25 mars, 1^{er} avril, 8 avril, 15 avril et 22 avril 1989.

Règlements du concours chez tous les marchands du Petit Quartier.

LE PETIT QUARTIER

1191, rue Cartier
stationnement gratuit à l'arrière

Les trempettes de chez Maxime

Il y a un seul Maxime et seul Maxime vous offre les services complets de coiffure, manucure, pédicure, esthétique et les conseils d'une technicienne en coloration. Choisissez vos produits de coiffure et de maquillage à notre boutique.

Shampooing, coupe et brushing à partir de 22 \$.



Un rendez-vous avec le bon goût. Place Sainte-Foy 651-6885



Fermé le lundi
6 salles d'écoute
Service spécialisé en audio et vidéo de toutes marques

rotac
électronique inc.

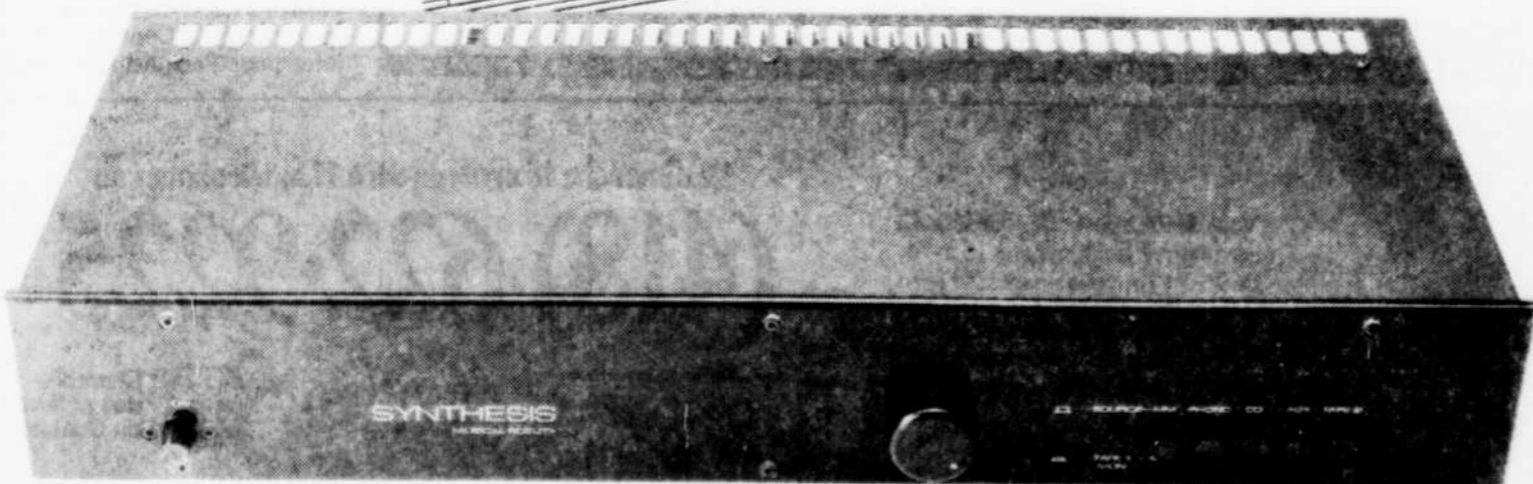
2873, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
Magasin 653-7768
Service 653-4972

VENTE FIN DE SÉRIE
Amplificateur intégré SYNTHESIS par BRITISH FIDELITY
Valeur de 1100 \$ pour **599 \$**
Garanti 2 ans pièces et main-d'œuvre

Le Synthésis

De réputation internationale pour l'excellence de ses produits audio haute fidélité.

Ampli intégré 2 x 70 watt RMS.
Ce produit est à votre entière disponibilité pour une écoute. Bienvenue.



...À 1989

LE MONDE

Les autos 90 seront moins gourmandes

WASHINGTON (NYTNS) — Saisissant l'occasion de se porter à la défense de l'environnement et de la conservation de l'énergie, l'administration Bush annoncera bientôt l'imposition de nouvelles normes de consommation d'essence pour les automobiles 1990, selon des responsables gouvernementaux et de l'industrie automobile.

Cette décision, qui rejette la demande de General Motors et d'autres fabricants d'une élimination des standards établis par une loi en 1975, renverse radicalement la politique suivie par l'administration Reagan qui

avait permis une dérogation à ces normes chaque année, de 1986 à 1989.

Selon ces sources, la consommation moyenne qui sera imposée à chaque fabricant sera de 27,5 milles au gallon, augmentant la norme actuelle de 26,5

milles au gallon. Ces responsables ont dit que la nouvelle norme, recommandée par le secrétaire aux Transports Samuel Skinner, devrait être endossée par le président Bush.

Les fabricants, informés de ces faits nouveaux, ont refusé de faire des commentaires tant qu'une annonce officielle n'aura pas eu lieu par la Maison-Blanche.

Il est certain que l'industrie n'accueillera pas la nouvelle avec plaisir.

Accord sur les grandes lignes du budget US

WASHINGTON (AFP, Reuter, NYTNS) — La Maison-Blanche et les dirigeants du Congrès à majorité démocrate ont annoncé, hier, s'être entendus sur les grandes lignes du budget fédéral pour l'exercice financier 1990, qui réduit le déficit à \$99,4 milliards US.

Sur un budget prévu de 1,168 milliards de dollars, le déficit anticipé, pour l'exercice débutant le 1er octobre, respecte le plafond de

\$100 milliards US prévu par la loi Gramm-Rudman-Hollings qui impose un retour progressif à l'équilibre budgétaire d'ici à 1993. Dans son projet de budget annoncé le 9

février, Bush prévoyait réduire le déficit à \$91 milliards US.

Le déficit pour l'année en cours est estimé à \$163 milliards US.

Absences remarquées

L'accord ne constitue qu'un cadre et des discussions devront se poursuivre au sein des commissions du Congrès sur les détails du budget avant que celui-ci ne soit définitivement établi. Lloyd Bentsen, président de la commission sénatoriale des Finances, et Dan Rostenkowski, président de la commission correspondante de la Chambre, n'ont pas participé à l'annonce officielle faite dans les jardins de la Maison-Blanche. Des porte-parole de Bentsen et de Rostenkowski, deux démocrates, ont dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec les modes de taxation prévues par l'accord.

Sur plusieurs points, les divergences restent profondes entre la Maison-Blanche et le Congrès notamment sur la façon de trouver \$5,3 milliards US de recettes fiscales sans rompre les promesses électorales de Bush de ne pas augmenter les impôts.

Divergences

Les démocrates estiment que ces recettes devront être trouvées en augmentant certaines taxes alors que la Maison-Blanche estime qu'une baisse des taux d'imposition des revenus du capital, projet cher au président Bush, permettra des investissements qui créeront de nouveaux revenus.

Néanmoins, c'est la première fois de longue date qu'une Maison-Blanche républicaine et un Congrès démocrate parviennent à se mettre d'accord aussi rapidement et sans querelles profondes sur les grandes lignes du budget. En 1987-1988, il avait fallu des mois de durs marchandages pour se livrer au même exercice.

Hier, la Bourse de New York a réagi positivement à l'annonce de l'accord. A la fermeture, l'indice Dow Jones avait effectué un bond de 41 points.

Subitement, North n'était plus fauché

WASHINGTON (AFP, AP) — Oliver North se plaignait constamment de manquer d'argent pour ses déjeuners et l'essence de sa voiture, mais cette situation a brusquement changé vers la mi-1985, date du début de l'irragate, selon le témoignage d'une ancienne collaboratrice du colonel au Conseil national de sécurité.

La poursuite a tenté, hier, de dépeindre le principal protagoniste de l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et du détournement des profits vers les rebelles nicaraguayens comme un officier devenu cupide lorsqu'il avait commencé à gérer à la Maison-Blanche la caisse secrète des fonds illégaux destinés à soutenir les contras.

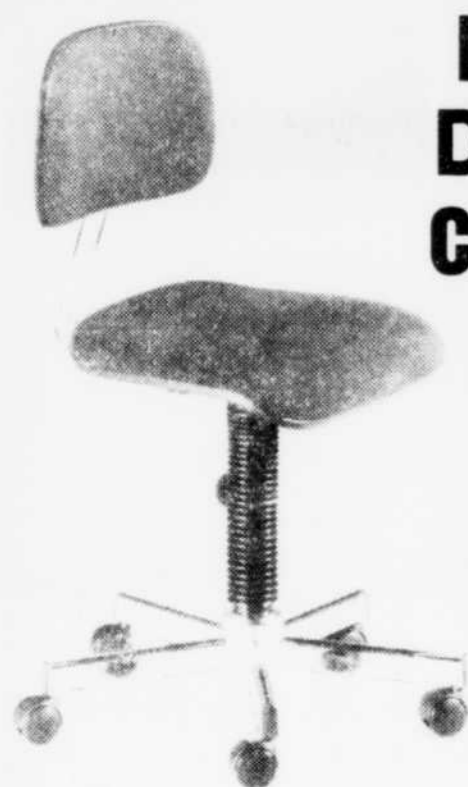
Au nombre des témoins appelés à déposer hier, la directrice administrative du Conseil national de sécurité, Mme Mary Dix, a déclaré qu'Ollie North s'était plaint à plusieurs reprises d'être à court de liquide.

North est accusé d'avoir accepté des fonds illégaux de Richard Secord, un autre protagoniste du scandale, qui avait été chargé par lui de s'occuper de l'achat d'armes pour les contras, ce qu'il a fait de février à mai 1985. Il aurait également mis dans ses poches \$4,300 US que lui avait remis un chef la Contra, Adolfo Calero, pour l'acquisition d'armes.



4 BONNES RAISONS DE MAGASINER CHEZ PASCAL AUJOURD'HUI SAMEDI 15 AVRIL

PRODUITS DE QUALITÉ À DES PRIX IMBATTABLES!



LA VALEUR DE L'ANNÉE CHAISE STÉNO

Crown Group
sur structure métallique à 5 roulettes avec siège brun.

SEULEMENT 39\$

Quantité limitée 2 par client



CD175R

Emerson Lecteur de disques compacts, programmable, avec commande à distance

- 20 touches télécommande à infrarouge pour: marche / arrêt, arrêt / retour, changement de piste, index (avant / arrière), répétition, mémoire, purge, affichage, 10 touches.
- Accès direct.
- Système laser à 3 faisceaux. Répétition: lecture, seconde écoute de tout, point par point.
- 2 têtes pour programme de repérage manuel.
- Repérage par index.
- Affichage fluorescent.

199\$

Quantité limitée 1 par client



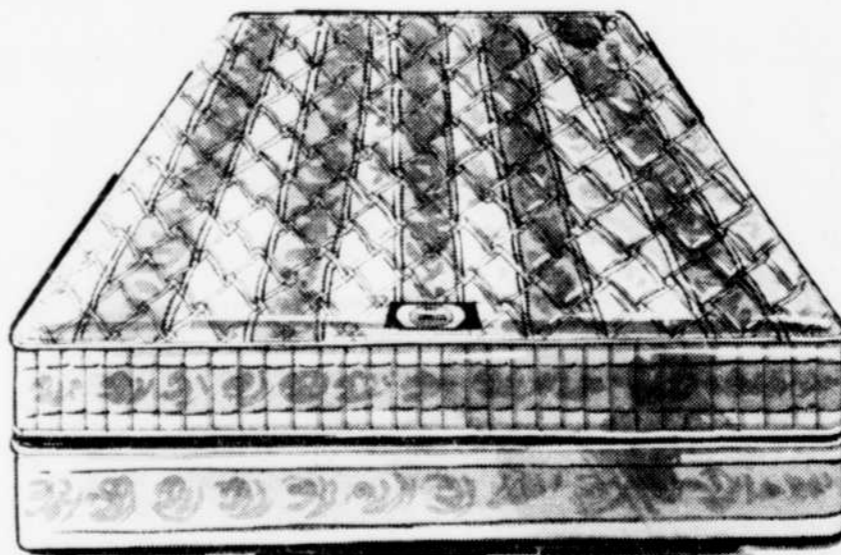
Lave-vaisselle encastré de MOFFAT

- 8 cycles, 5 boutons-poussoirs.
- panier à couverts 6 compartiments.
- système de lavage à 3 niveaux.
- distributeur de détergent à double godet, broyeur d'aliments mous.

459\$

GARANTIE 29\$ / 4

Pour 29\$ seulement, Pascal garantit tout électroménager neuf pour une période de 4 ans.



Nos acheteurs ont acheté une grande quantité de matelas King Koil grand format (Queen), lit double et lit simple, avec sommier boîte assorti. Construction à 312 ressorts de jauge 13 avec bords renforcés.

Isolation en mousse 3/4".

Hâtez-vous car à ce bas prix, les quantités seront limitées.

Lit simple **199\$**
Lit double **269\$**
Grand lit (Queen) **329\$**

Durant ce solde, achats en personne seulement
Aucune commande téléphonique acceptée

PASCAL PLACE LAURIER

2700, boul. Laurier
Sainte-Foy (Québec)

659-4816



La belle vie!

LA JOURNÉE DU DROIT

Vous désirez poser des questions à un notaire? Le dimanche 16 avril, de 9h à 17h, vous pourrez le faire **GRATUITEMENT** en profitant de notre service de consultation téléphonique.

Le dimanche 16 avril, de 9h à 17h, téléphonez au

(418) 622-9225



25,000 obus et roquettes sont tombés sur Beyrouth en l'espace de 20 heures

BEYROUTH (AP) — Certains habitants de Beyrouth ont quitté, hier, leurs abris après 20 heures de tirs ininterrompus d'obus et de roquettes, mais des explosions occasionnelles d'obus de mortier ont empêché bien des personnes de circuler dans les rues et ont retardé l'arrivée d'une mission humanitaire française.

« Dieu seul ce qui est arrivé à ma fille et à mon fils », a déclaré Nada Makke, une employée de banque qui tentait de regagner son domicile.

« Je suis restée à la banque toute la nuit avec cinq autres collègues, a-t-elle ajouté. J'ai téléphoné à la maison plusieurs fois sans obtenir de réponse. J'espère que la bonne avait conduit les enfants à la cave. »

Un porte-parole de la police a dit que 25,000 obus et roquettes étaient tombés sur les quartiers chrétien et musulman de Beyrouth au cours du duel d'artillerie qui avait débuté jeudi matin. 38 personnes ont été tuées et 127 blessées.

Selon la police, cela porte à 215 morts et 727 blessés le bilan des bombardements depuis que les forces chrétiennes du général Michel Aoun se sont attaquées aux milices musulmanes alliées des Syriens.

Bateaux touchés

Par ailleurs, trois navires marchands se dirigeant vers le Liban ont été touchés jeudi par des tirs d'artillerie à partir de Beyrouth qui ont fait un tué et un blessé, tandis qu'un quatrième bateau, non identifié, a été visé sans être atteint, a-t-on appris hier.

Le blessé a été transporté à bord du navire-hôpital français La Rance qui mouille depuis jeudi au large du Liban.

Condamnation américaine

Par ailleurs, les États-Unis ont condamné pour la première fois la participation de l'armée syrienne aux bombardements.

« Nous demandons à tous les combattants, y compris les forces armées libanaises, les différentes milices et l'armée syrienne, de cesser le feu », a déclaré le porte-parole du département d'État Margaret Tutwiler.

Sans électricité

Pendant ce temps, à Beyrouth,



Ce vendeur de fruits de Beyrouth avait pris la précaution, hier, de porter son gilet pare-balles.

la population se débrouille du mieux qu'elle peut, en raison d'une pénurie d'eau et d'électricité.

Les lignes à haute tension ont été endommagées par les obus. La plus grande centrale du pays qui dessert notamment Beyrouth ne fonctionne plus qu'à 10 % de sa puissance.

Par ailleurs, la principale

station de pompage d'eau souterraine du Liban s'est arrêtée faute d'électricité. Les habitants remplissent maintenant des bidons directement aux canalisations dans les rues.

Plus de 20 Palestiniens sont blessés par balles

JERUSALEM (AP, AFP) — Plus de 20 Palestiniens, dont une fillette âgée de trois ans, ont été blessés, hier, par balles durant des manifestations visant à protester contre le raid de la police des frontières israélienne au village de Nahhalin, la veille, qui avait fait sept morts et des douzaines de blessés chez les villageois.

De son côté, l'armée israélienne a annoncé qu'un Palestinien de 14 ans avait succombé. Il avait été blessé par balles la semaine dernière lors d'un affrontement avec les militaires dans le village de Jenin, en Cisjordanie.

À Jérusalem, hier, la mobilisation exceptionnelle des policiers israéliens dans la partie orientale de Jérusalem a empêché tout débordement à la sortie des prières musulmanes du vendredi.

Plus de 3,000 policiers avaient été déployés dans toute la ville pour prévenir les manifestations, quelque 24 heures après la fusillade à Nahhalin. Seuls quelque 4,000 fidèles musulmans, soigneusement filtrés

par la police, ont été autorisés à se réunir sur l'esplanade des deux mosquées, contre 35,000 en pareille période dans les années précédentes. Les fidèles ont également été contraints de remettre leurs cartes d'identité aux policiers pendant la durée de la prière.

Par contre, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, où de nombreux barrages avaient été mis en place par les soldats, la sortie des mosquées s'est soldée par plusieurs incidents.

Par ailleurs, l'agence palestinienne d'information Wafa a signalé, hier, que sept jeunes Palestiniens avaient été tués et 60 autres blessés jeudi à Nahhalin, près de Bethléem, par les tirs des gardes-frontières israéliens.

ENTREPOSEZ VOTRE FOURRURE



ou votre pelisse
CHEZ LALIBERTÉ

ET RECEVEZ LA CARTE PRIVILÈGES

qui vous fait réaliser des économies dépassant facilement le coût de votre entreposage. C'est magique! Obtenez en tout temps:

- 1** 10%* de rabais sur TOUS vos achats, MÊME sur les prix déjà réduits. Au comptant ou à crédit. Aucune limite d'achat.
- 2** Les RÉPARATIONS GRATUITES avec tout achat de vêtements.

SI VOUS AVEZ DÉJÀ VOTRE CARTE PRIVILÈGES
C'est le temps de la renouveler en confiant votre entreposage aux experts de chez Laliberté.

10% DE RABAIS
De plus, si vous réclamez votre fourrure avant le 1er novembre, nous vous accordons un rabais de 10% sur le coût de votre entreposage.

ESTIMATION GRATUITE DES RÉPARATIONS
Chaque manteau entreposé dans les voûtes chez Laliberté est examiné par une équipe de professionnels qui vous recommandent les réparations qui prolongeront la durée de votre fourrure.

TRANSFORMATION FOURRURE
Profitez de la période d'entreposage pour faire remodeler votre fourrure au goût du jour ou pour la faire transformer en une chaude et attrayante pelisse, régulier à partir de 299 \$, Spécial 750 \$.

NETTOYAGE
Pendant la période d'entreposage, offrez à votre fourrure le traitement de beauté par excellence, un nettoyage MARANDA LUSTRE.

122 ANS D'EXPÉRIENCE
Plus de 15 000 personnes confient leur entreposage fourrure aux experts de chez Laliberté, chef de file dans le domaine depuis 122 ans!

laliberté
MAIL CENTRE-VILLE QUÉBEC 525-4841

"EN QUÊTE DE L'ÉQUILIBRE"

LE CENTRE DE RECHERCHE LAVAL - ROBERT-GIFFARD: UN RÉSEAU RÉGIONAL DE RECHERCHE MULTIDISCIPLINAIRE EN SANTÉ MENTALE ADULTE ET INFANTILE ORIENTÉ VERS L'ACTION



Dans le cadre de son exposition scientifique "En quête de l'Équilibre", le président du Centre de recherche Laval—Robert-Giffard (CRLRG) et du Centre hospitalier Robert-Giffard (CHRG), Monsieur Marcel Jobin, a présenté le Docteur Vincent Raymond à des personnalités de marque. On reconnaît sur cette photo, Monsieur Marcel Jobin, Monsieur Réjean Cantin, sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, Docteur Yvon Gagnon, chef département clinique de psychiatrie du CHRG, Docteur Vincent Raymond, Directeur du nouveau laboratoire de neurobiologie moléculaire et Docteur Jacques Thibeault, président du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du CHRG.

Né des efforts conjoints du Centre hospitalier Robert-Giffard, de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur et de l'Université Laval en 1987, le Centre de Recherche Laval—Robert-Giffard (CRLRG) est reconnu comme un centre en émergence par le Fonds de la Recherche en Santé du Québec. Pour chaque dollar investi, le Centre de recherche engendre 3 autres dollars avec des subventions obtenues auprès de nombreux organismes avec des comités de pairs.

La mise sur pied du CRLRG a permis de stimuler la recherche multidisciplinaire en santé mentale, de faciliter la complémentarité entre la recherche évaluative et psycho-sociale, la recherche clinique et fondamentale, et d'unifier la recherche en santé mentale infantile et adulte dans la grande région de Québec.

Depuis près de deux ans, outre les fondateurs, des chercheurs de plusieurs autres établissements de santé et de recherche ont joint le Centre de Recherche telles différentes facultés de l'Université Laval comme le département de statistiques et de mathématiques, l'École de service social, l'École de psychologie ainsi que le Centre hospitalier de l'Université Laval, l'Hôtel-Dieu de Lévis, l'Hôpital Saint-François-d'Assise, l'Hôpital de l'Enfant-Jésus apportant tous leur riche

expertise et bâtissant les assises du premier réseau de recherche en santé mentale au Québec.

Puis avec la naissance du laboratoire de neurobiologie moléculaire du comportement et des troubles mentaux, tous les départements de psychiatrie des hôpitaux de la région élargie de Québec, Lévis et de la Beauce se sont associés au vaste programme d'épidémiologie génétique familiale touchant l'étude des causes des PMD, de l'autisme et de la schizophrénie mené par les docteurs Vincent Raymond, Michel Mazade et Jacques Thivierge. Les recherches réalisées au Centre réseau de recherche régional, depuis deux ans, ont acquis leurs lettres de noblesse. Plusieurs prestigieux journaux scientifiques internationaux, qu'il s'agisse du American Journal of Psychiatry, des Archives of General Psychiatry, du British Journal of Psychiatry, du Canadian Journal of Psychiatry, etc., en ont publié les résultats.

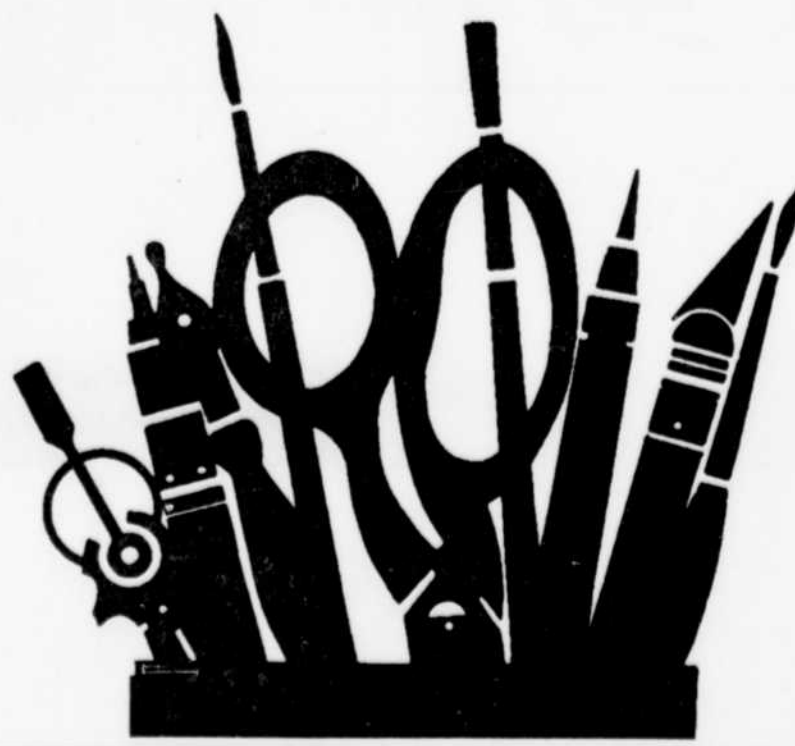
Aujourd'hui, tous ensemble, les chercheurs du Centre réseau de recherche Laval Robert-Giffard contribuent significativement à faire de la région de Québec, reconnue déjà à titre de joyau du patrimoine mondial, petite Genève d'Amérique, cité technologique en devenir, un haut lieu du savoir scientifique en santé mentale.

LA PUBLICITÉ SUR MESURE

Le Soleil met à votre disposition une équipe de représentants, graphistes et rédacteurs-concepteurs. Pour vos prochaines réclames publiées dans Le Soleil, voulez-vous une campagne publicitaire, une annonce spéciale, un bon slogan? Nos spécialistes donneront une image de marque à votre commerce, selon vos besoins spécifiques et le budget dont vous disposez.

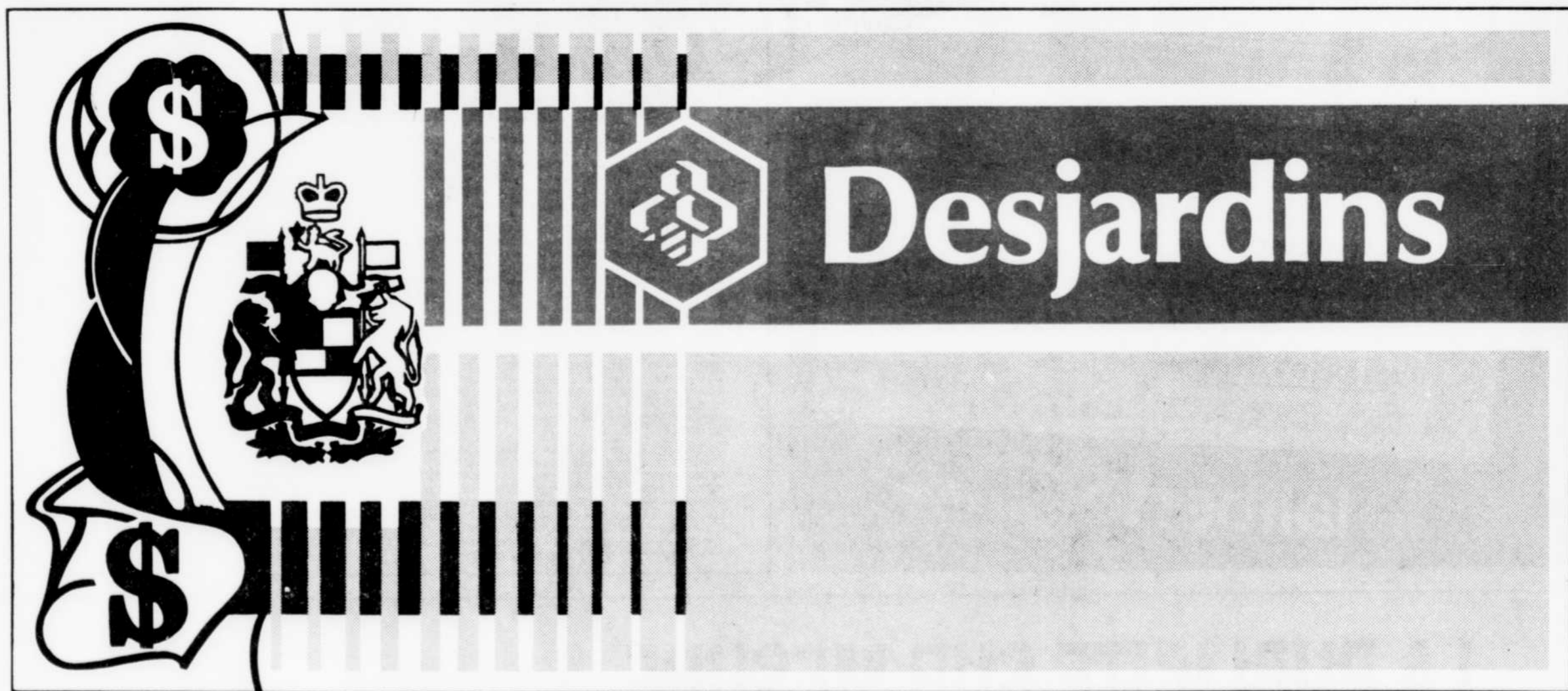
Renseignez-vous: 647-3435

LE SOLEIL



UNE GRANDE INNOVATION

DESJARDINS PROPOSE UN TOUT NOUVEAU CONCEPT D'ARGENT COMPTANT



PAIEMENT DIRECT  DESJARDINS

**PAYEZ
COMPTANT
AVEC
VOTRE CARTE
MULTISERVICES
DESJARDINS**



VIVRE · COMPTANT

PAIEMENT DIRECT  DESJARDINS

«MOI, JE PAIE COMPTANT AVEC MA CARTE MULTISERVICES DESJARDINS!»



«Quand je vois ce symbole, je sais qu'on m'offre la possibilité d'utiliser le service Paiement direct Desjardins. Alors, avec ma carte, je règle tout comptant...»



Oui, avec le comptant de l'ère électronique. Car, désormais, la carte Multiservices Desjardins autorise un transfert électronique de fonds : directement du compte personnel d'un client au compte d'affaires du commerçant. C'est ça le Paiement direct Desjardins : le mode de paiement le plus direct, le plus rapide, le plus... comptant que l'on ait jamais imaginé.

Des frais minimes pourraient s'appliquer à l'utilisation de ce service. Pour connaître tous les détails sur le Paiement direct Desjardins, adressez-vous au personnel d'une caisse Desjardins participante.



La caisse populaire
Desjardins

VIVRE • COMPTANT

PAIEMENT DIRECT DESJARDINS

Les marchands suivants afficheront très bientôt le symbole "PAIEMENT DIRECT DESJARDINS". Préparez-vous à entrer avec eux dans l'ère du comptant électronique !

ATTENTION ! Le service Paiement direct Desjardins est disponible DÈS MAINTENANT dans les commerces identifiés par une astérisque (*).

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

A L. MARQUIS (METRO)
ALIMENTATION GAUVIN & FRÈRES (AXEP)
ALIMENTATION JOS SIMARD (METRO)
ALIMENTATION J.A.P. INC. (METRO)
ALIMENTATION RAYMOND INC. (IGA)
*ALIMENTATION SERRO INC.
*BÉGIN & OLIVIER (METRO ST-EMILE)
COOP CONS. TILLY (COOPRIX STE-FOY)
COOP DES CONS. DE LORETTE
DÉPANNÉUR D.B. (PROXI)
DÉPANNÉUR D.B. (PROXI)
DÉPANNÉUR D.B. (PROXI)
DÉPANNÉUR D.B. (PROXI)
DÉVELOPPEMENT GÉRARD ROUSSEAU (PROXI)
*ENTREPRISE YURERO INC. (DÉPANNÉUR)
*ENTREPRISE YURERO INC. (DÉPANNÉUR)
GAZ BAR GRAND LIGNE
GESTION BOUCHARD & ST-PIERRE (UNIPRIX)
JEAN-PAUL DORION INC. (METRO)
MARC TANGUAY (PROXI)
MARCHÉ CENTRE-VILLE (METRO)
MARCHÉ DE LA CITE (PROVIGO)
MARCHÉ GALERIES DUPLESSIS (METRO)
PAVILLON ADRIEN POULIOT
PAVILLON CHARLES DE KONINCK
PAVILLON LOUIS-JACQUES CASALUT
PEPS
*PHARMACIE J. C. ROBIDOUX
PHARMACIE MARTEL (MARCHANDS UNIS)
*QUINCAILLERIE BROUSSEAU (FERPLUS)
QUINCAILLERIE J.A. LABERGE (RONA)
RADIO D'AUTO DE QUÉBEC
STATION DE SERVICE JEAN BERGERE
*SUPERMARCHÉ AUCLAIR (METRO)
SUPERMARCHÉ A. GAGNON QUÉBEC (METRO)
SUPERMARCHÉ B.M. INC. (METRO)

RIVE-SUD

ACCOMMODATION 20-32 ENR.
ACCOMMODATION A + 1 INC.
ACCOMMODATION CHRIST-ROI
ALIMENTATION GUY ROYER (PROVIGO)
ALIMENTATION LAROCHE (METRO)
ALIMENTATION LEMELIN (BONICHOIX)
*BOUCHERIE CARRIER INC.
CENTRE DU RASOIR
*COOP CONS. TILLY (IGA ST-NICOLAS)
DÉPANNÉUR GLENN
EPICERIE JACQUES INC.
GESTION ALAIN ST-PIERRE (UNIPRIX)
GESTION C. BROUSSEAU (PROXI)
JEAN-DENIS ROY (UNITOTAL)
MARCHÉ A J.T. INC. (IGA)
MATÉRIEL L.M. INC. (UNITOTAL)
MULTILUMINAIRE ENR.
PHARMACIE BRUNET
PHARMACIE MICHEL PLANTE
PROVISOIR ANDRÉ BOURDON
PROVI-SOIR
SUPERMARCHÉ A. GAGNON CHARNY (METRO)
SUPERMARCHÉ D.P. (PROVIGO)
*SUPERMARCHÉ J.-G. FONTAINE (PROVIGO)
T.E.B. ST-ROMUALD (EPICERIE, BOUCHERIE)

BEAUPORT, CÔTE BEAUPRÉ

ALIMENTATION A D.R. (IGA)
*ALIMENTATION AFERO INC.
ALIMENTATION M. D. L. ENR. (ESSO)
CENTRE DE SERVICE LAC BEAUPORT (IRVING)
DÉPANNÉUR ÉTOILE (SHELL)
DÉPANNÉUR LEMIEUX ENR.
METRO ST-ANNE
PROVISIONS RICHARD INC.
RADIO D'AUTO DE QUÉBEC

PORTNEUF

*ALIMENTATION ST-RAYMOND
BOUCHERIE GINGRAS & FILS
MARCHÉ PLACE DONNAONA (METRO)
SUPERMARCHÉ B.M. INC. (METRO)
*VOYER & JOBIN (PROVIGO ST-RAYMOND)

CHAUDIÈRE

*ALIMENTATION M.C.P. (IGA)
G. F. LABONTE INC. (METRO)
SAVOIE & NADEAU INC. (PROVIGO)

LOTBINIÈRE

ALIMENTATION ROCE (PROVIGO)
MAGASIN COOP PLESSISVILLE
SUPERMARCHÉ LAROCHE (METRO)

AMIANTE

SUPERMARCHÉ A. GAGNON (METRO)
SUPERMARCHÉ A. GAGNON (METRO)

GRAND PORTAGE

ALIMENTATION D & H INC. (PROVIGO)
ALIMENTATION D & H INC. (DIST. CONSOMMATEURS)
DISTRIBUTION ARS. DALLAIRE (UNIPRIX)
EPICERIE CHARLES KIDD (BONICHOIX)
EPICERIE CLAUDE LEBEL (METRO)
EPICERIE MAILLOUX INC. (PROVIGO)
MAGASIN COOP

CHARLEVOIX

ALIMENTATION DE COMPORTE (METRO)
ALIMENTATION LAPOINTE (PROVIGO)
HENRI JEAN & FILS
LIBRE SERVICE J.M. DUFOR

CÔTE NORD

MARCHÉ LASALLE INC. (PROVIGO)

963, Mainguy, Ste-Foy
1370, Chemin Ste-Foy, Qué.
1600, 4^e Avenue, Qué.
5003, 4^e Avenue, Charlesbourg
1580, Chemin St-Louis, Qué.
707, boul. Charest ouest, Qué.
490, des Érables, St-Emile
3355, de la Pérade, Ste-Foy
250, rue St-Louis, Loretteville
4770, Ste-Genève, Neufchâtel
135, Lamontagne, Qué.
595, boul. Charest ouest, Qué.
2080, boul. Talbot, Charlesbourg
222, St-Paul, Qué.
490, Notre-Dame, Charlesbourg
951, Cartier, Qué.
320, de l'Église, Charlesbourg
2120, Père Lelièvre, Duberger
3245, 1^{er} Avenue, Qué.
1700, Jules Verne, Ancienne-Lorette
860, boul. Charest est, Qué.
12635, boul. Hochelaga, Ste-Foy
3291, Chemin Ste-Foy, Qué.
Cité Universitaire, Ste-Foy
Cité Universitaire, Ste-Foy
Cité Universitaire, Ste-Foy
2750, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy
175, Racine, Loretteville
624, 3^e Avenue, Qué.
1201, 1^{er} Avenue, Qué.
4885, boul. Hamel, Qué.
4243, St-Félix, Cap-Rouge
270, de l'Église, Charlesbourg
2828, Chamfleury, Qué.
977, Cartier, Qué.

169, St-Georges, Lévis
2505, Chemin du Fleuve, St-Romuald
212, St-Georges, Lévis
283, Commerciale, St-Henri
982, Lagueux, St-Etienne de Lauzon
1355, Chemin du Sault, St-Romuald
798, Rte Kennedy, Lévis
300, Côte du Passage, Lévis
845, Marie-Victorin, St-Nicolas
3733, avenue des Églises, Charny
12, Rte Kennedy, St-Henri
645, Trans-Canada, Lauzon
1144, Belleau, St-Lambert
Boul. de la Rive-Sud, St-Romuald
912, Commerciale, St-Jean-Christophe
310, 3^e Avenue, Pintendre
95, Rte Kennedy, Lévis
2040, boul. Rive-Sud, St-Romuald
2, Rte Trans-Canada, Lévis
70 A, Rte Kennedy, Lévis
151, Côte du Passage, Lévis
8032, avenue des Églises, Charny
1001, Lagueux, St-Etienne de Lauzon
796, Rte Kennedy, Lévis
210, de l'Église, St-Romuald

885, avenue Royale, Beauport
1050, avenue Larue, Beauport
335, avenue Royale, Beauport
1035, boul. du Lac, Beauport
490, boul. de l'Atrium, Beauport
3392, avenue Royale, Beauport
9749, boul. Ste-Anne, Beauport
3530, Mgr Gauthier, Beauport
2000, Sanfaçon, Beauport

333, Côte Joyeuse, St-Raymond
167, St-Pierre, St-Raymond
325, de l'Église, Donnacona
149, Collège, Pont-Rouge
268, St-Joseph, St-Raymond

760, boul. Vachon, Ste-Marie
1116, boul. Vachon nord, Ste-Marie
151, Notre-Dame sud, Ste-Marie

170, boul. Laurier, Laurier Station
1971, Bilodeau, Plessisville
122, boul. Laurier, Laurier Station

222, boul. Smith sud, Thetford-Mines
330, boul. Frontenac, Black Lake

250, Hôtel de Ville, Rivière-du-Loup
250, Hôtel de Ville, Rivière-du-Loup

611, 1^{er} Rue, La Pocatière
136, avenue de la Gare, Rivière-du-Loup
615, 1^{er} Rue, La Pocatière
342, Temiscouata, Rivière-du-Loup
298, boul. Thériault, Rivière-du-Loup

1000, boul. de Comporté, La Malbaie
25, boul. Kane, La Malbaie
270, boul. Mailloux, La Malbaie
9, boul. Bellevue, Pointe-au-Pic

41, La Salle, Baie-Comeau



Une agence d'information de la résistance afghane a fourni cette photo d'un hélicoptère de combat soviétique Mi-8 qui aurait été abattu, au début du mois, par une roquette, au nord-ouest de Kaboul.

L'Afghanistan obtiendra de Moscou les armes requises

KABOUL, Afghanistan (NYTNS) — Un haut responsable soviétique a déclaré, jeudi, que le Kremlin avait décidé de fournir au gouvernement afghan les armes dont il aura besoin pour défendre ses villes contre les attaques de la guérilla.

« Ils obtiennent les armes qu'ils réclament, peu importe la quantité requise », a ajouté cette source.

Ce responsable, qui a des contacts étroits avec le président soviétique Mikhail Gorbatchev, a déclaré que Moscou avait opté pour cette politique après avoir étudié même la possibilité d'utiliser à nouveau des troupes soviétiques dans la guerre afghane.

se posent presque quotidiennement à l'aéroport de Kaboul depuis cinq semaines.

Le responsable a dit que le

Un convoi atteint Kaboul

KABOUL (AFP) — La première partie d'un important convoi en provenance de la frontière soviétique avec de l'aide en nourriture et en carburant a atteint Kaboul hier.

À la fin du retrait des troupes soviétiques, il y a deux mois, la résistance afghane a lancé une importante offensive contre la ville de Jalalabad. Après le début des combats pour Jalalabad, le 5 mars, le Kremlin a étudié la possibilité d'utiliser les forces soviétiques pour protéger cette ville ainsi que Kaboul, la capitale, et Kandahar, a indiqué ce responsable.

Un journaliste de l'AFP a pu voir 85 camions-citernes et véhicules dont certains transportaient des blessés ou dont les pare-brise portaient des impacts de balles, franchir un point de contrôle au nord de Kaboul.

Des sources soviétiques avaient indiqué, jeudi, que 700 camions formaient cette colonne en provenance d'URSS.

À 15 km du point de contrôle, des colonnes de fumée se déga-

LE PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC

Section collégiale

Félicitations à notre équipe gagnante!

Pierre-Paul Renaud
2^e année
DEC sciences pures

Jean-François Morin
1^{re} année
BAC international

Axel Van De Walle
1^{re} année
BAC international

Bravo à Pierre-Paul Renaud, Jean-François Morin et Axel Van De Walle, membres de l'équipe du Petit Séminaire de Québec qui s'est classée première de la province de Québec à l'occasion du concours "American High School Mathematics Examination", épreuve ouverte aux étudiants de niveau collégial des États-Unis et du Canada. Une performance digne de mention car notre trio gagnant s'est distingué parmi 278 participants en provenance de 31 établissements.

À titre individuel, Pierre-Paul Renaud a cumulé 113 points sur un total possible de 150, ce qui lui a mérité la première place au Québec et ce, pour la 2^e année consécutive. Notons que seulement cinq étudiants ont obtenu 100 points et plus, ce qui leur permet de se qualifier pour l'AIME, un concours de haut calibre qui se tiendra ultérieurement.

Nos félicitations vont également à monsieur Gérard Lapointe, professeur de mathématiques à la section collégiale du Petit Séminaire de Québec et entraîneur de l'équipe.

LE CONCESSIONNAIRE LE PLUS OUVERT... VOUS OFFRE

LA SEMAINE DU CAMION

OBTENEZ de \$750 à \$1 000 DE RABAIS

ou un climatiseur sans supplément* ou une boîte automatique sans supplément*

* Modèles 1989 admissibles (sauf modèles de base)	Climatiseur sans supplément*	Boîte automatique sans supplément*	Rabais de
Grand pick-up GMC c/c	✓ ou	✓ ou	\$1 000*
GMC s/t Jimmy	✓ ou	✓ ou	\$ 750*
Pick-up GMC S-15		✓ ou	\$ 750*

Jacques Rousseau

Louis Leblanc

À VOUS DE CHOISIR!

PLACE LAURIER
Près de la gare d'autobus Voyageur
rue Germain-des-Prés
659-6420

OUVERT DU LUNDI À 21 h
VENDREDI JUSQU'À 17 h
ET LE SAMEDI JUSQU'À 17 h

VIVRE COMPTANT

Un homme du KGB prend la direction du PC géorgien

MOSCOU (AP, AFP) — Lors d'une réunion d'urgence de la direction du Parti communiste géorgien à Tbilissi, le premier secrétaire Djoumber Patiachvili a remis sa démission et a été aussitôt remplacé par le chef du KGB en Géorgie, Givi Goubaridze, ont annoncé hier les médias officiels soviétiques.

La réunion faisait suite à la répression sanglante des manifestations nationalistes de dimanche à Tbilissi, qui ont coûté la vie à une vingtaine de manifestants.

Goubaridze est âgé de 44 ans. Il avait été nommé directeur du KGB à Tbilissi il y a seulement deux mois.

A Moscou, le porte-parole Guennadi Guerassimov a dit que Patiachvili avait offert sa démission et que le comité central l'avait acceptée. Il n'a pas indiqué les raisons de cette démission.

Guerassimov a aussi dit que le premier ministre de la république, Zourab Tchkeidze, et le président Otar Tcherkezia avaient aussi démissionné du comité central. Toutefois, selon l'agence de presse géorgienne Gruzinform, seul Tchkeidze aurait remis sa démission.



Même si la situation à Tbilissi semble calme, le couvre-feu reste en vigueur et les forces de sécurité vérifient fréquemment les papiers d'identité.

Beijing admet qu'il y a trop de Chinois

BELING (AFP) — La Chine compte officiellement, depuis hier, 1.1 milliard d'habitants et est menacée à court terme de ne plus pouvoir nourrir ou loger décemment sa population si la politique de contrôle des naissances n'est pas respectée à la lettre, a averti un dirigeant.

« L'accroissement énorme de la population posera de sérieux problèmes », a déclaré le vice-premier ministre chinois Tian Jiyun devant des dirigeants chinois réunis à Beijing.

Les autorités ont reconnu récemment que l'objectif de 1.2 milliard de Chinois en l'an 2000 qu'elles s'étaient fixé au début de la décennie serait dépassé de près de 100 millions d'habitants.

Pour nourrir les 1.2 milliard de Chinois prévus en l'an 2000, la Chine devrait produire 500 millions de tonnes de céréales à cette date, un objectif également considéré comme hors d'atteinte.

Résultats

LaMini Tirage du 89-04-14

10 HONDA CIVIC 1989

Chaque numéro non décomposable vous donne droit à une Honda Civic (DX) Hatchback 1989

522A687	625A947	735A205
719B805	126C767	264C167
606D683	570E704	730E717

NUMÉROS LOTS

595187	50 000 \$
95187	5 000 \$
5187	250 \$
187	25 \$
87	5 \$
59518	1 000 \$
5951	100 \$
595	10 \$

100 lots bonis de 500 \$ chacun (non décomposables)

153A678	741A699	650B845	427C714	113D258	726D904
162A676	751A544	721B673	433C733	116D710	140E659
163A188	177B490	765B892	478C442	123D197	143E805
179A593	191B805	799B116	481C928	197D591	328E214
188A829	268B709	229C486	490C273	227D821	358E753
223A893	336B878	237C581	497C485	326D654	405E537
230A491	339B363	263C107	514C148	330D941	495E009
244A736	358B352	263C328	520C205	346D103	581E100
307A951	387B691	269C860	520C533	462D807	587E276
313A708	401B092	275C903	528C194	501D419	604E687
332A801	401B552	346C880	620C636	534D006	609E195
371A676	436B011	352C880	633C917	546D524	617E057
438A562	456B718	371C093	635C047	555D284	764E033
607A191	488B378	382C738	688C550	568D104	766E898
628A665	594B333	397C865	725C256	571D202	777E079
702A968	609B741	412C370	731C328	584D585	777E642
730A611	624B995	415C153	784C333		

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

CLUB RICHELIEU LIMOILOU CONFÉRENCIER

Jean-Pierre Parent
Directeur des ventes
Produits Shell Canada

Le Club Richelieu Limoilou tiendra son souper-spaghetti annuel sous la présidence d'honneur de M. Jean-Pierre Parent, le dimanche 23 avril 1989, au Cegep Limoilou à compter de 17 heures.

loto-québec Résultats

Provincial Tirage du 89/04/14

NUMÉROS	LOTS
1344552	1 000 000 \$
344552	10 000 \$
44552	1 000 \$
4552	100 \$
552	25 \$
52	10 \$

LaMini Tirage du 89/04/14

NUMÉROS	LOTS
595187	50 000 \$
95187	5 000 \$
5187	250 \$
187	25 \$
87	5 \$
59518	1 000 \$
5951	100 \$
595	10 \$

Quintessence Semaine du 89/04/08

	3	4
SAMEDI	963	1941
LUNDI	267	1706
MARDI	744	8932
MERCREDI	275	4332
JEUDI	125	7468
VENDREDI	936	9504

Le billet donne droit à cinq tirages consécutifs.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LA BEAUTÉ EN TÊTE!

Au Salon de la femme

Madame Michèle Richard, vedette de la radio et de la télévision, sera heureuse de partager avec vous son expérience du maquillage permanent, le samedi 15 avril au Salon de la femme entre 14 et 16 heures et entre 19 et 21 heures.

LYNE RICHARD
Salon de beauté

590, BOUL. SAINT-CYRILLE OUEST (QUÉBEC) 683-3823 1-800-463-2388

1837, Tupper (Montréal)

Un trait de Beauté... permanent!

Centre d'optique SEARS

Vous êtes la vedette en portant une monture de la COLLECTION HOLLYWOOD WALK OF FAME

La célébrité et l'apparence des étoiles d'Hollywood à votre portée avec des montures exclusives portant les noms de vedettes prestigieuses.

RABAIS DE 25%*

sur une sélection de montures mode incluant cette nouvelle collection exclusive à Sears. Demandez les détails au Centre d'Optique Sears.

Participez au concours **CELEBRATION DES VEDETTES DE HOLLYWOOD**

GAGNEZ un voyage pour 2 à Hollywood. Demandez un coupon de participation au Centre d'Optique Sears ou à l'agence de voyage Sears. Le concours se termine le 29 avril 1989.

Les voyages ont été fournis gracieusement par:

SEARS AIR CANADA

*Prix en vigueur jusqu'au 29 avril 1989.

Pour chaque monture vendue, un don sera fait à la Chambre de Commerce de Hollywood pour entretenir le "Trottoir des célébrités"

Québec, Place Fleur de Lys, 529-9861; Sainte-Foy, Place Laurier, 658-2121; Lévis, Galeries Chagnon, 833-4711.
Copyright Canada, 1989, Sears Canada Inc.

SEARS
vous en avez pour votre argent... et plus.

Futon 7^e Ciel

LE CONFORT ABORDABLE...

Base «Odysée» et futon.
(Base disponible en blanc ou noir)

EN VENTE À PARTIR DE: **249\$**
ÉCONOMISEZ JUSQU'À: **84\$**

Sofa-lit «Diva» et futon «Céleste».

EN VENTE À PARTIR DE: **199\$**
ÉCONOMISEZ JUSQU'À: **100\$**

Sofa-lit «Studio».

EN VENTE À PARTIR DE: **199\$**
ÉCONOMISEZ JUSQU'À: **100\$**

Futon 7^e Ciel

MONTREAL 5160, rue St-Denis 277-9385	MONTREAL 1638, rue Sherbrooke O. 937-2253	LAVAL 103, boul. de la Concorde O. 669-7887	LONGUEUIL 1505, rue Ste-Hélène 677-8041	POINTE-CLAIRE Terrarium Plaza boul. Hymus 694-1670	QUÉBEC Place des 4 Bourgeois 999, rue de Bourgogne 653-3153	ST-JÉRÔME 688, rue St-Georges 432-8018
---	--	--	--	--	---	---

D U N O U V E A U P O U R L E S M E M B R E S

American Express annonce de bonnes nouvelles au sujet des retards d'avions, des pertes de bagages et des dommages aux voitures de location.

Les retards et incidents imprévus peuvent souvent causer des ennuis aux voyageurs, à moins qu'ils ne soient titulaires de la Carte American Express®. En effet, nous offrons maintenant aux membres quatre nouveaux avantages qui aident à réduire ces inconvénients au minimum, lorsqu'ils surviennent.

L'ASSURANCE CONTRE LE VOL ET LE BRIS DE VOITURES DE LOCATION¹

est automatique lorsque les membres règlent leurs frais de location de voiture avec la Carte et refusent l'exonération pour dommages par collision ou toute option semblable offerte par la compagnie de location. Les membres peuvent économiser jusqu'à 12 \$ par jour tout en voyageant l'esprit tranquille.

L'ASSURANCE CONTRE LES RETARDS—VOYAGES ET BAGAGES²

est une autre protection automatique dont les membres bénéficient lorsqu'ils règlent l'achat de leurs billets d'avion avec la Carte. Ils bénéficient d'une protection allant jusqu'à 500 \$ pour tous leurs frais divers essentiels et raisonnables lorsque leur vol est retardé pendant plus de quatre heures. En outre, si leurs bagages ne leur sont pas livrés dans les six heures suivant leur arrivée, ils bénéficient d'une protection allant jusqu'à 500 \$ pour leurs achats nécessaires et raisonnables de vêtements et menus articles essentiels.

L'ASSURANCE CONTRE LE CAMBRIOLAGE—HÔTELS/MOTELS²

offre aux membres une protection allant jusqu'à 500 \$ contre la perte de leurs effets personnels (argent comptant exclu) advenant le cambriolage de leur chambre d'hôtel ou de motel. Cette protection est automatique lorsque les frais d'hébergement sont réglés avec la Carte.

LE SERVICE URGENCES VOYAGES

élimine le souci d'avoir à trouver des services médicaux ou juridiques loin de chez soi. Ce service téléphonique d'urgence donne aux membres l'accès à l'aide dont ils ont besoin 24 heures sur 24, partout où ils peuvent téléphoner.

POURQUOI VOYAGER AUTREMENT?



Être membre a ses privilèges.™

1. Assurance émise par la Compagnie d'assurance Commerce et Industrie Canada. Certaines voitures anciennes, coûteuses et exotiques sont exclues.
2. Assurance émise par Constitution du Canada compagnie d'assurance. Remarque: Les régimes d'assurance sont régis par les conditions des polices principales, sous réserve de certaines limites, exclusions et restrictions.
© American Express Canada, Inc. 1989. Tous droits réservés. American Express Company est propriétaire des marques de commerce utilisées. À titre d'usage inscrit par American Express Canada, Inc.

Un ultimatum est adressé à Exxon

VALDEZ, Alaska (AP) — Les responsables fédéraux et nationaux américains ont unanimement condamné, hier, la compagnie pétrolière Exxon et l'ont mis en demeure d'adopter des mesures adéquates de lutte contre le pétrole brut répandu en Alaska par un de ses pétroliers.

Le commissaire du Département de la préservation de l'environnement Dennis Kelso a pour sa part déclaré que ses services attendaient toujours de la part d'Exxon un plan pour nettoyer les quelque 3,000 plages souillées après l'épanchement de 38,2 millions de litres de pétrole des soutes de l'Exxon Valdez.

Le commandant de la garde côtière Paul Yost, revenu d'une tournée d'inspection des centaines de kilomètres de plages polluées, a

donné à Exxon jusqu'à aujourd'hui pour livrer un plan de lutte contre la marée noire.

« C'est la guerre totale, a déclaré Yost. Nous avons besoin de centaines de personnes, peut-être plusieurs milliers », a ajouté le commandant des gardes-côtes.

De son côté le gouverneur de l'Alaska, Steve Cowper, avait lancé la semaine dernière des menaces explicites à l'endroit d'Exxon, avertissant notamment qu'il ferait fermer l'oléoduc qui traverse l'Alaska.

En Bref

■ Le gros lot des gros lots

CHICAGO (AP) — Les responsables de la loterie de l'Illinois ont décidé d'augmenter leur gros lot : ce soir, le détenteur du billet gagnant touchera la somme de \$73 millions. Le résultat ne s'est pas fait attendre : les vendeurs de billets sont submergés. Jeudi, 23 millions de billets avaient déjà été vendus.

■ Premières recrues depuis 1949

BEIJING (AFP) — Pour la première fois depuis la fondation de la Chine communiste en 1949, le couvent Saint-Joseph de Beijing, rouvert depuis trois ans, va accueillir sept nouvelles recrues en juillet, a annoncé, hier, l'agence Chine Nouvelle.

■ L'opposition défilera à Varsovie

VARSOVIE (AFP) — La municipalité de Varsovie a, pour la première fois depuis des décennies, autorisé la tenue d'un défilé indépendant le 1er mai, a-t-on appris hier de source informée. De tels défilés ont eu lieu régulièrement depuis 1981, mais ont toujours été interdits et dispersés, parfois violemment, par les forces de l'ordre.

■ Découverte médicale

WASHINGTON (AFP) — Un gène qui serait responsable de l'évolution du cancer du côlon a été identifié par des chercheurs américains, selon une étude publiée, hier, par la revue Science. Le gène, appelé p53, a été découvert en état de mutation dans les tumeurs cancéreuses du côlon. Cette identification devrait permettre à terme de détecter la maladie lorsqu'elle est encore curable, précise l'étude réalisée par des chercheurs du Maryland, du Texas et de l'Utah.

À
DEUX
PAS
DE
TOUT...



En LOUANT un appartement au Parc Samuel Holland, vous vous entourez d'une foule de services essentiels au quotidien. Banque, épicerie, boucherie, pâtisserie, tabagie, bureau de poste, buanderie, stationnement intérieur, salon de coiffure, clinique dentaire, restaurant, piscine, bain sauna et bain tourbillon sont tous des services disponibles à l'intérieur même du Parc Samuel Holland. De plus des gardiens assurent la sécurité des immeubles 24 heures par jour.

Situé dans la paroisse St-Sacrement du quartier Montcalm, vous vous retrouverez, en outre, dans un environnement où il fait bon vivre grâce à ses charmants petits parcs et ses commerces sympathiques.

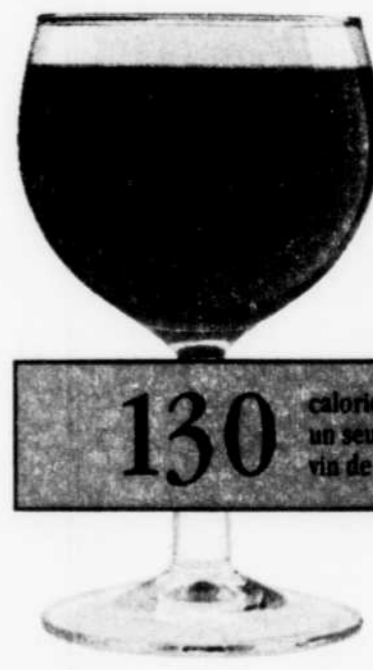
Sachez bien vous entourer en devenant LOCATAIRE au Parc Samuel Holland.



Société immobilière
PARC SAMUEL HOLLAND INC.
3, Parc Samuel Holland, suite 288
QUÉBEC G1S 4M6

681-4601

SI VOUS PENSEZ QUE LA BIÈRE A PLUS DE CALORIES QUE LE VIN...



99

calories dans une
bouteille de bière
Labatt Légère
de 341 ml.*

130

calories dans
un seul verre de
vin de 165 ml.

METTEZ DE L'EAU DANS VOTRE VIN!

De toutes les boissons alcoolisées, la bière est celle qui renferme le moins de calories, et dont la teneur en alcool est la plus faible.

* Les bières régulières de Labatt contiennent environ 145 calories par bouteille de 341 ml.

Labatt

Un choix sensé

LE SPÉCIAL

MISE AU POINT DU PRINTEMPS

99\$

3 MOIS
POUR
1 SERVICE

Date limite d'inscription le 30 avril 1989



Nautilus



CENTRES:

- Avantage: 1080, Bouvier, Charlesbourg 622-5005
- Parc Samuel Holland: 3, Parc Samuel Holland, Québec 527-2577

MULTICLUBS:

- Le Bourgneuf: 4500, boul. des Gradins, Charlesbourg 627-3441
- Tennisport: 4280, boul. Hamel, Ancienne Lorette 872-0111